

lapresseaffaires.com

AFFAIRES

MICHEL GIRARD > PRIMERICA VEUT S'ASSEoir À VOTRE TABLE PAGE 4

S&P/TSX	Actions négociées	TSX CROISSANCE	QUÉBEC 30	Actions négociées	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500
▲ 8868,74 +2,13 (+0,02%)	▲ 136 ▼ 83 Inchangées : 5	▲ 1636,67 +15,34 (+0,95%)	▲ 1042,91 +4,97 (+0,48%)	▲ 19 ▼ 9 Inchangées : 2	▲ 2038,94 +15,31 (+0,76%)	▲ 10387,54 +72,78 (+0,71%)	▲ 1166,17 +4,50 (+0,39%)

Molson Coors offre une prime de 3,26\$ l'action

YVES GINGRAS

Les actionnaires de catégories A et B de Molson recevront un dividende spécial de 3,26 \$ l'action si, et seulement si, ils approuvent la fusion projetée entre les deux brasseries.

Afin « de démontrer la conviction profonde que la fusion sert les intérêts de Molson et de ses actionnaires », Eric H. Molson, président du conseil, et Stephen T. Molson, par l'entremise de Pentland Securities, une société de gestion qui détient leurs actions, renoncent cependant à ce dividende. Le dividende ne sera versé qu'aux détenteurs toujours inscrits au moment de la fusion.

> Voir **MOLSON** en page 2

AUJOURD'HUI

L'économie canadienne continue de créer des emplois

L'économie canadienne est parvenue en octobre à créer 34 300 emplois, en dépit de la poussée du dollar canadien qui freine les besoins de main-d'oeuvre dans le secteur de la fabrication, très porté par les exportations. Cela a permis de garder le taux de chômage à 7,1 %.

PAGE 3

Le fabricant de tabac MacDonald dépose une plainte contre Québec

La filiale canadienne du géant du tabac JTI, JTI-MacDonald, a lancé hier une contre-attaque juridique à l'endroit du ministère du Revenu du Québec, qui lui réclame 1,36 milliard de dollars en taxes impayées, intérêts et pénalités.

PAGE 6

Fin de séance

Jean Turmel, un financier chevronné dont la renommée s'étend dans tout le Canada, quitte ses fonctions le 1^{er} janvier prochain, comme le veut la tradition de la Banque Nationale quand un dirigeant atteint l'âge de 60 ans. Pour profiter de son expertise et aider les petits investisseurs à établir leurs stratégies de placement, voici six conseils de M. Turmel.

PAGE 10

LE CHIFFRE DU JOUR

5 %

Le nombre total de cigarettes vendues en septembre dernier par les fabricants canadiens a diminué de 5 % par rapport au même mois de l'année précédente pour atteindre 3,3 milliards de cigarettes. Il s'agit également d'un recul de 5 % par rapport à août 2004. En revanche, la production a atteint 3,7 milliards de cigarettes, une hausse de 14 % par rapport à août 2003.

Source : Statistique Canada

Acqu^zition.biz

Pour acheter ou vendre une entreprise:
www.acquization.biz

3264005A

3264671

GUIDE DE L'INVESTISSEMENT 2005

10 MOIS, 10 GAGNANTS, 10 PERDANTS

Les 10 plus fortes hausses et les 10 plus fortes baisses parmi les titres de l'indice S&P/TSX pour les 10 premiers mois de l'année 2004



Le téléphone Fido de Microcell. L'action de l'entreprise montréalaise, qui est achetée par Rogers Sans-fil, a gagné 103,4 % depuis le début de l'année.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE



Le titre de Bombardier ne vole pas aussi haut que les avions de la société: il a connu une baisse de valeur de 48,8 % en Bourse entre janvier et octobre.

GAGNANTS	Variation en %
Aciers Algoma > AGA	190,78
Research in Motion > RIM	147,58
Paramount Resources > POU	122,01
First Calgary Petroleum > FCP	114,62
Microcell Telecommunications > MT/B	103,44
Transat A.T. > TRZ	102,70
Western Silver > WTC	90,94
Compton Petroleum > CMT	79,17
Trican Well Service > TCW	71,70
BlackRock Ventures > BVI	66,27

Source: Bloomberg

PERDANTS	Variation en %
Gabriel Resources > GBU	-68,57
Nevsun Resources > NSU	-67,26
CoolBrands International > COB/A	-60,18
CFM > CFM	-55,67
Vasogen > VAS	-50,26
Bombardier > BBD/B	-48,81
Sino-Forest > TRE	-45,54
Le Groupe Intertape Polymer > ITP	-44,21
CP Ships > TEU	-43,05
WestJet Airlines > WJA	-40,42

Le miracle ne risque pas de survenir l'an prochain!

L'année achève, c'est le meilleur temps pour mettre un peu d'ordre dans ses placements. Dans ce *Guide de l'investissement 2005*, notre équipe chevronnée fait le point sur les marchés.

À LIRE DEMAIN : les titres préférés des experts.

RÉJEAN BOURDEAU

Avec les turbulences qui s'annoncent, les investisseurs boursiers devront s'attacher solidement à leurs portefeuilles en 2005.

« Il y aura certainement des re-

bonds mais ça risque de se faire à l'intérieur d'un marché à la baisse », estime Jacques Chartrand, premier vice-président, actions canadiennes, chez Natcan.

Tout ça, explique-t-il, parce que la Bourse fera face à cette dure réalité : l'endettement aux États-Unis. Le dé-

ficit budgétaire du gouvernement américain est de 500 milliards US cette année, tout comme le déficit de sa balance commerciale.

« Maintenant que les élections sont passées, le président n'aura pas le choix, dit le gestionnaire. Il devra s'attaquer à ce sérieux problème. »

Pour corriger le déséquilibre budgétaire, il faudra augmenter les impôts ou diminuer les dépenses du gouvernement, ou les deux. Bref, peu importe la médecine utilisée, elle pèsera sur l'économie. Cela dit, la réélection de George W. Bush cette semaine a quand même donné une bouffée d'air frais aux Bourses américaines qui avaient grand besoin de ce rattrapage.

> Voir **MIRACLE** en page 8

AUTRES TEXTES
Suite du dossier en pages 7, 8 et 9

Rogers prend la tête du sans-fil avec Fido

MARTIN VALLIERES

À TORONTO

Le groupe torontois Rogers s'apprête à passer en tête de la téléphonie sans fil au Canada avec la con-

clusion de son offre de 1,4 milliard de dollars pour Microcell, de Montréal, l'entreprise qui exploite le réseau Fido.

Cette offre d'achat de Rogers venait à échéance en soirée hier. Mais avant même le décompte officiel des actions, à peu près tout le mon-

de dans le secteur de la téléphonie du sans-fil s'attendait à ce que l'offre attire aisément le minimum requis des deux tiers des actions de Microcell.

Car au contraire de l'offre précédente faite par Telus, de Vancouver, l'offre de Rogers a été négociée

et entérinée de façon dite « amicale » dans le jargon boursier par le conseil d'administration de Microcell.

Le groupe Rogers paiera 35 \$ comptant par action ainsi que des sommes de 15,79 \$ et 15,10 \$ respectivement pour divers bons de souscription.

Par ailleurs, cette acquisition, qui hissera Rogers à un peu plus de 40 % du marché du sans-fil, devant la société montréalaise BCE et sa filiale Bell Mobilité, a obtenu le feu vert du Bureau fédéral de la concurrence, mardi dernier.

> Voir **ROGERS** en page 2

Offrez-vous la plus belle histoire de toutes.

Service Personnalisé. Propriété par Chapitres™. Accès Privilegié.

La 4^e communauté de résidences de villégiature privée d'Intrawest est sur le point de voir le jour à Tremblant. Offrez-vous aujourd'hui même le style de vie que vous adorez, adapté à vos besoins, dans le centre de villégiature #1 dans l'Est de l'Amérique du Nord.

DÉVOILEMENT OFFICIEL DE STORIED PLACES TREMBLANT À MONTRÉAL LE JEUDI 11 NOVEMBRE, COMPOSEZ LE 1 800 465 3700.

3270286A

IMMOBILIER PLAYGROUND INC. / COURTIER IMMOBILIER AGRÉE / 1000 chemin des Voyageurs, Mont-Tremblant, Québec, J8E 1T1

L'économie canadienne continue de créer des emplois

RUDY LE COURS

L'économie canadienne est parvenue en octobre à créer **34 300** emplois, en dépit de la poussée du dollar canadien qui freine les besoins de main-d'oeuvre dans le secteur de la fabrication, très porté par les exportations.

Cela a permis de garder le taux de chômage à 7,1 % malgré l'arrivée de 43 400 personnes de plus dans le contingent de la population active formé des Canadiens âgés de 15 ans et plus, a révélé hier Statistique Canada. Il s'agit du taux le plus faible depuis juillet 2001.

Le Québec s'est une nouvelle fois démarqué de la tendance pancanadienne en abandonnant 11 800 emplois à cause d'une autre saignée parmi les manufacturiers qui ont détruit 18 900 postes. Cela a fait passer le taux des demandeurs d'emploi de 8,3 % à 8,6 %, en dépit d'une diminution de la population active de 1900 personnes.

Depuis le début de l'année, il s'est créé 190 000 emplois d'un océan à l'autre, dont 38 800 dans la société distincte. De manière générale, le marché du travail reste donc très sain, y compris au Québec.

Dans l'ensemble du Canada, le taux d'activité, c'est-à-dire la proportion de la population active détenant ou recherchant un emploi, atteint 62,7 %, un sommet, tandis que le taux d'emploi (la population active ayant un job) est aussi à un niveau record à 62,7 %. Le taux d'emploi est plus significatif encore que le taux de chômage pour évaluer la santé d'une économie. Depuis plusieurs mois, il est plus élevé que celui de l'économie américaine, en dépit des bons chiffres publiés hier à Washington.



PHOTO NEIL REDMOND, BLOOMBERG NEWS ©

Le marché du travail aux États-Unis s'est redressé de façon spectaculaire en octobre avec **337 000 créations d'emplois**, ce qui laisse espérer que le maillon faible de la croissance raccroche enfin au train de la reprise. Ce bond, le plus vigoureux enregistré depuis mars, a agréablement surpris les analystes qui tablaient sur 175 000 créations d'emplois seulement. Le taux de chômage a un peu progressé à 5,5 % comparativement à 5,4 % en septembre, en raison notamment de l'augmentation de la population active avec le retour de chômeurs découragés. Sur la photo, Howard James Sr. prépare des rouleaux de tissu qui sont destinés à être tailler pour des intérieurs de voiture à l'usine de Guiford Mills Friendship Facility à Greenboro, en Caroline du Nord.

Le solde net des nouveaux emplois en octobre est attribuable au secteur privé. Il faut y voir un autre signe de santé car la création d'emplois dans le secteur public n'épouse pas nécessairement les mouve-

ments des cycles économiques.

Le gros des emplois cette fois-ci est à temps partiel, ce qui va à l'encontre de la tendance observée depuis le début de l'année. Cela s'explique en bonne partie par 45 000

postes créés dans le commerce de gros et de détail dont le cinquième de la main-d'oeuvre travaille à temps partiel.

La construction continue de créer des emplois avec 14 200 emplois

de plus au cours du mois. Les services professionnels, d'enseignement et d'hébergement ont aussi gonflé leurs rangs tandis que ceux des services aux entreprises, du transport et de l'entreposage se dégonnaient.

Le secteur de la fabrication reste toujours névralgique. On comptait 5900 ouvriers en moins dans les usines dans l'ensemble du pays. Depuis trois mois, 34 200 ont quitté les lieux. Au Québec, la saignée atteint 18 900 pour le seul mois d'octobre.

« Le changement des règles du jeu commerciales et l'accroissement de la concurrence par des produits bon marché dans les secteurs du textile et du vêtement ont des répercussions », constate Joëlle Noireau, économiste au Mouvement Desjardins. Elle fait allusion à l'abolition des tarifs et quotas pour les 48 pays les plus pauvres de la planète depuis janvier 2003. Ce n'est pas terminé car, en janvier, entrera en vigueur l'accord multilatéral qui accroîtra encore cette concurrence.

« Une restructuration du secteur manufacturier s'annonce, entrevoit Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale. Les créations d'emplois devraient donc être modestes en 2005. »

« Une amélioration de la productivité et la percée de nouveaux marchés seront la clé de la survie », opine pour sa part Lucie Tremblay, économiste principale chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne. Des investissements qui stimuleront à leur tour la croissance sont donc à prévoir.

Avec un taux d'emploi qui atteint des sommets, un taux de chômage plutôt ferme et un taux d'utilisation de la capacité industrielle très élevé, des pressions sur les salaires sont à prévoir. Cela risque de stimuler l'inflation, à moins que la force de notre monnaie fasse baisser d'autant les prix des biens importés.

Quoi qu'il en soit, cela confortera la Banque du Canada dans sa volonté de poursuivre la remontée des taux d'intérêt.



Berline G35



FX35



Q45



G35 coupé

Si nous sommes aussi fiers de nos 2005, c'est en grande partie grâce à nos 2004.

La quasi-perfection est-elle perfectible? Nous le croyons. D'ailleurs, plusieurs de nos modèles 2005 offrent plus de puissance et sont encore plus raffinés. Et le plus intéressant, c'est qu'ils sont maintenant chez nous. Pour leur faire de la place, nous proposons nos 2004 à des prix irrésistibles. Ainsi, profitez de notre offre de taux de financement à l'achat de 2,9 % sur certaines berlines G35 2004. En fait, que ce soit un modèle 2004 ou un modèle 2005, il n'y a pas de meilleur moment pour vous l'offrir. Faites un essai routier chez votre concessionnaire Infiniti aujourd'hui même.

Taux de financement à l'achat de **2,9%** d'une durée limitée sur une sélection de berlines G35 2004*



Pour plus de renseignements sur nos produits ou connaître le concessionnaire Infiniti le plus près, cliquez sur Infiniti.ca.

Infiniti de Brossard
9005, boul. Taschereau
Brossard (Québec)
(450) 445-5799

Infiniti Laval
305, boul. Saint-Martin Est
Laval (Québec)
(514) 382-8550

Meridien Infiniti
4000, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
(514) 731-7977

Spinelli Infiniti
345, boul. Brunswick
Pointe-Claire (Québec)
(514) 697-5222

*OFFRE DE TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT D'UNE DURÉE LIMITÉE pour les termes jusqu'à 36 mois pour la berline G35 2004 (G4TG74 AA00) uniquement auprès des Services financiers Infiniti. Exemple de financement : 20 000 \$, de 2,9 % par année, équivaut à 580,74 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 906,76 \$ pour une obligation totale de financement de 20 906,76 \$. Un acompte peut être demandé. PDSF de 39 600 \$. Taxes, immatriculation, assurance et frais d'enregistrement RDPRM en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti pour plus de détails.

Primerica veut s'asseoir à votre table

Quand un conseiller de Primerica vous appelle, son premier objectif est de se faire inviter à votre de table de cuisine pour deux raisons. Premièrement, il souhaite devenir votre *coach* financier. Deuxièmement, il espère vous convaincre de devenir à votre tour représentant de Primerica.

Que fait un représentant de Primerica ? Trois choses : il vous proposera de régler vos problèmes d'endettement par une consolidation de dettes basée sur l'équité de votre maison ; il vous proposera de remplacer votre assurance-vie entière ou universelle par une assurance-vie temporaire nettement moins coûteuse ; et il vous proposera de placer, s'il y a lieu, vos économies dans des fonds communs de placement.

Primerica ? La première fois qu'un lecteur m'a mentionné ce nom, c'était pour me demander si cette compagnie exploitait clandestinement un réseau de ventes pyramidales tellement la stratégie de vente et le système de commissions lui apparaissaient douteux !

Réglons tout de suite la question de la clandestinité. Primerica est une filiale de Citigroup, la plus grande société de services financiers au monde, avec des actifs totalisant près de 1300 milliards US et 190 millions de comptes-clients dans une centaine de pays. À elle seule, Citigroup est plus grosse que toutes les grandes banques canadiennes réunies, plus Desjardins ! Comme société inscrite à la cote

de la Bourse de New York et faisant partie du plus populaire indice boursier au monde, soit le Dow Jones, Citigroup n'est évidemment pas le genre d'institution financière à exploiter des filiales dans la clandestinité.

Si Primerica souffre d'un manque flagrant de notoriété au Québec, on ne peut pas dire que c'est le cas aux États-Unis où quelque 100 000 représentants travaillent. Primerica commercialise l'assurance-vie temporaire par l'entremise de la Compagnie d'assurance-vie Primerica, offre ses fonds communs

Primerica est une filiale de Citigroup, la plus grande société de services financiers au monde, avec des actifs totalisant près de 1300 milliards US et 190 millions de comptes-clients dans une centaine de pays.

de placement par l'entremise des Placements PFSL du Canada et envoie ses clients chez Citicorp Hypothèques pour obtenir des prêts de consolidation de dettes. Toutes ces sociétés sont des filiales du Groupe Citigroup.

Nouvellement embauché dans le groupe Primerica et attaché à la succursale de Blainville, le conseiller Marco De Rossi trouve un bon côté au fait de travailler pour une si grande institution financière encore très peu connue au Québec. Cela laisse présager à ses yeux que le marché québécois est plein de potentiel.

Actuellement, Primerica compte au Québec un petit réseau de 70 succursales, chacune étant chapeautée par un « VPR », c'est-à-dire un vice-président régional, lequel a sous sa férule un petit groupe de représentants en assurance-vie et/ou en épargne collective. D'ici cinq ans, l'objectif de Citigroup est de tapisser le Québec avec rien de moins que 1000 succursales de Primerica.

Et tenez-vous bien, Citigroup compte même sur ses meilleurs « VPR » du Québec pour percer et ouvrir éventuellement des succur-

se même aux candidats intéressés de les accompagner gratuitement dans leur formation...

Si les conseillers de Primerica sont si motivés à devenir le plus rapidement possible VPR, c'est parce que le « Système-succès Primerica » se vante d'être payant.

Primerica, lit-on sur la brochure du système de rémunération des représentants, est « une compagnie orientée sur les surcommissions » !

À l'intérieur de la brochure, on résume de la façon suivante le système de rémunération des représentants : « La formule du succès tient du recrutement. La croissance des nouveaux associés (lire recrutement des candidats pour devenir représentants) crée des promotions. Les promotions créent une croissance des ventes (primes d'assurance, fonds communs de placement, fonds distincts). Plus il y a de ventes, plus il y a de commissions, plus il y a de surcommissions ! Le tout forme une stratégie gagnante en affaires. »

Qu'entend-on par surcommissions ? Ce sont les portions de la commission totale qui sont encaissées par les intermédiaires se retrouvant entre le représentant (qui vend le produit financier X) et le VPR responsable de la succursale.

Dans la brochure du « Système-succès », on mentionne six « niveaux » de représentants sous le VPR (vice-président régional), avec, pour chaque niveau, le pour-

centage maximal de la commission totale qui peut lui revenir lorsqu'il effectue directement une vente.

- > Niveau 1 : associé (0 %)
- > Niveau 2 : représentant (25 % de la commission totale)
- > Niveau 3 : représentant *senior* (35 %)
- > Niveau 4 : leader de district (50 %)
- > Niveau 5 : leader de division (60 %)
- > Niveau 6 : leader régional (70 %)
- > Niveau 7 : vice-président régional (95 % + primes)

Fait à noter : il n'est pas dit qu'on retrouve pour chaque transaction tous ces intermédiaires. Par hypothèse, une vente pourrait être faite par un représentant du niveau 2, lequel peut relever directement d'un leader de district (niveau 4), qui lui se retrouve directement sous la direction du VPR de niveau 7.

Dans un tel cas, la commission totale sera répartie comme suit : le représentant du niveau 2 recevra 25 % de la commission totale ; le leader de district empochera pour sa part lui aussi 25 % (soit l'écart entre la commission du niveau 2 et celle du leader de district) et le VPR régional encaissera 45 % de ladite commission (soit l'écart entre le 50 % du leader de district et son plafond de 95 %).

Avec un tel système de rémunération « à niveaux multiples », on comprendra pourquoi des gens y ont déjà vu un certain rapprochement avec un système de ventes pyramidales.

Rendement de 1,2 % pour le RPC

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'actif dont dispose le Régime de pensions du Canada (RPC) a rapporté 906 millions de dollars pendant le trimestre terminé le 30 septembre. Il s'agit d'un taux de rendement de 1,2 %. Pendant ce trimestre, la valeur du fonds de réserve du régime est passée de 73,2 à 75,2 milliards. Cette croissance de 2 milliards correspond à un revenu de placement de 906 millions et à 1,1 milliard de dollars de cotisations. Au cours du trimestre, la valeur des actions, de l'immobilier et de l'infrastructure en portefeuille a légèrement baissé, de 0,02 %. Le portefeuille de titres à revenu fixe rapportait pour sa part 2,2 %.

Le PDG de l'Office, John MacNaughton, a assuré que l'on continuait « à diversifier largement le portefeuille dans le but d'assurer la pérennité du RPC pour les générations à venir ».

Au 30 septembre, l'actif du Régime de pensions du Canada était composé de 35,6 milliards en obligations et titres du marché monétaire et de 39,6 milliards en actions de sociétés cotées en Bourse, actions de sociétés fermées, immobilier et infrastructure.

Selon les projections actuarielles, les cotisations au régime devraient être supérieures aux prestations jusqu'en 2021, ce qui laisse un délai de 17 ans avant que l'on ait besoin d'une partie du revenu de placement pour financer les prestations.

AGTI devient une filiale à part entière de CGI

PRESSE CANADIENNE

Le groupe CGI devient l'unique propriétaire d'AGTI, quatre ans après avoir acquis une première participation de 49 % dans cette entreprise montréalaise spécialisée dans les technologies de l'information.

CGI a fait savoir hier qu'il a conclu une entente avec les propriétaires de cette entreprise qui appartient à des intérêts privés, en vue de l'acquisition de la participation restante de 51 %. La valeur de la transaction, qui doit être conclue en décembre, n'a pas été révélée.

Les 350 employés d'AGTI à Montréal, Québec, Victoria, Vancouver, Calgary et Edmonton seront ainsi intégrés à l'équipe de CGI, qui compte au total 25 000 employés dans le monde en incluant les entreprises affiliées.

AGTI a été fondée en 1996 et son chiffre d'affaires s'élève à 50 millions de dollars. Elle a développé un savoir-faire dans les services-conseils en technologies de l'information (TI) pour le secteur public, la distribution ainsi que l'industrie de l'énergie.

« Nous en étions arrivés au stade où il devenait nécessaire d'unir nos forces à celles d'un leader du marché, a déclaré le président d'AGTI, Jacques Martineau. Avec CGI, nos professionnels auront davantage de possibilités d'avancement de carrière et nos clients auront à leur service un partenaire qui offre la gamme complète des services en TI dans le monde entier. »

Quant au président et chef de l'exploitation de CGI, Michael Roach, il a souligné que l'acquisition d'AGTI « nous permettra de renforcer et d'élargir nos services au Québec et dans l'ouest du Canada ».

L'action de CGI à la Bourse de Toronto a clôturé en hausse de 6 cents, à 8 \$.



Donnez de l'élan à votre carrière

19 certificats

- Administration
- Analyse des processus organisationnels
- Commerce de détail et distribution
- Commerce électronique
- Commerce international
- Gestion comptable des organisations
- Comptabilité professionnelle
- Création d'entreprise
- Gestion de l'environnement **Nouveau**
- Gestion de projets
- Gestion d'entreprise
- Gestion des opérations et de la production
- Gestion des ressources humaines
- Gestion du marketing
- Gestion financière
- Leadership organisationnel
- Planification financière personnelle
- Supervision
- Technologies de l'information

4 campus : Montréal, Laval, Longueuil et Terrebonne

L'offre de cours varie d'un campus à l'autre.

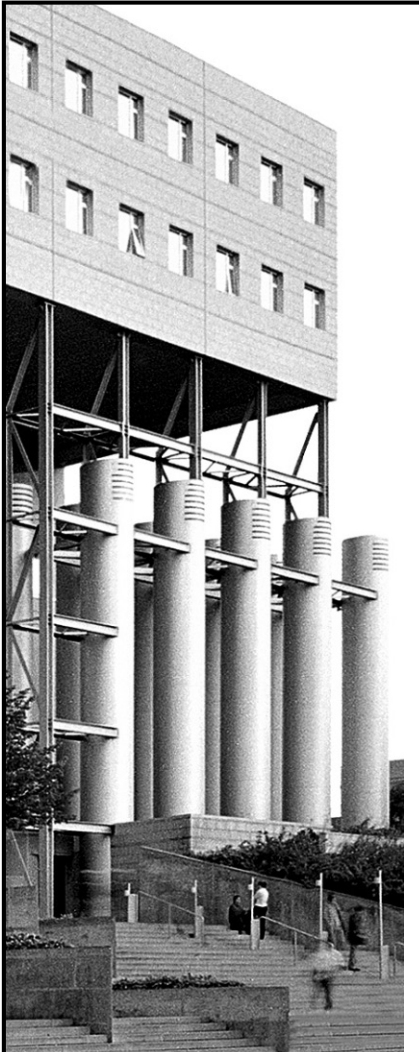
www.hec.ca/programmes/certificats

Admission – date limite
Trimestre d'hiver : **1^{er} décembre**

HEC MONTRÉAL



HEC Montréal est la seule école de gestion en Amérique du Nord à détenir cette triple reconnaissance internationale hautement convoitée.



Pourquoi le M.B.A. de HEC Montréal a obtenu le 10^e rang au classement international 2004 du magazine BusinessWeek?

Venez le découvrir, lors de la séance d'information sur le M.B.A., offert en français et en anglais.

Séance d'information M.B.A.
Le mardi 23 novembre à 12 h
Club Saint-James de Montréal
1145, avenue Union
Un léger goûter sera servi.
RSVP : (514) 340-6299

HEC MONTRÉAL



HEC Montréal est la seule école de gestion en Amérique du Nord à détenir cette triple reconnaissance internationale hautement convoitée.

Plus de pouvoirs aux vérificateurs internes, plaide Sheila Fraser

STÉPHANE PAQUET

Pour réduire la probabilité d'autres scandales des commandites, les vérificateurs internes dans les ministères devraient avoir plus de pouvoirs, soutient la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser.

De passage hier midi à l'Université McGill, M^{me} Fraser a indiqué que les vérificateurs internes devraient avoir « plus de poigne » face à la machine gouvernementale.

Dans le cas du scandale des commandites, qui ébranle encore le gouvernement Martin, M^{me} Fraser a rappelé que des vérificateurs internes avaient sonné l'alarme avant elle, mais qu'ils n'avaient pas été écoutés.

M^{me} Fraser doit faire état de ses recommandations au Parlement à ce sujet dans deux semaines. Cette dernière analyse des services de vérification interne fait suite à l'injection de 33 millions de dollars du Conseil du Trésor pour aider les ministères fédéraux à mettre en oeuvre une nouvelle politique sur la vérification interne.

En 1996, le Bureau du vérificateur général avait déjà conclu que « sur les sept services de vérification interne ministériels que nous avons examinés en détail, quatre ne se conforment toujours pas aux normes établies pour la pratique de la vérification interne ».

La nouvelle étude de Sheila Fraser touchera notamment le ministère des Travaux Publics, d'où émane le scandale des commandites, et celui du

Développement des ressources humaines, de même que l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international.

Le printemps dernier, le prédécesseur de M^{me} Fraser, Denis Desautels, tentant d'expliquer comment le scandale des commandites avait pu se poursuivre après les alarmes sonnées à l'interne, expliquait au *Devoir* que ces rapports internes sont soumis à la Loi d'accès à l'information. Leurs auteurs pouvaient donc avoir tendance à édulcorer leurs conclusions.

« Il y a une certaine hésitation à écrire des rapports aussi clairs qu'ils devraient l'être et aussi clairs qu'un rapport de vérificateur général, disait M. Desautels. Comment aider son ministère en produisant des rapports clairs qui proposent des solutions, tout en étant soumis à la loi d'accès à l'information, ce qui risque de causer des embarras au Ministère ? »

Aux étudiants qui voulaient savoir comment on réagit quand, comme les siens, ses rapports deviennent un enjeu politique, Sheila Fraser a répondu : « Nous ne nous préoccupons pas des questions politiques. »

Et quand sa crédibilité a commencé à être remise en question à la suite de son rapport de février dernier sur les commandites, elle dit avoir pris « une grande respiration ». Mais pas question de répliquer, même si « ça aurait été facile de tomber dans le piège et de répliquer », dit-elle.

« Il faut rester accroché à ce qu'on sait être vrai. »



Sheila Fraser, vérificatrice générale du Canada, était de passage hier midi à l'Université McGill.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Nouveau sommet du huard en 12 ans

Nouvelle hausse des taux décrétée par la Banque du Canada?

BLOOMBERG

Le huard s'est haussé au-dessus de la barre des 83 cents US hier et a atteint un nouveau sommet de 12 ans après que des données meilleures que prévu sur l'emploi eurent ajouté aux conjectures voulant que la Banque du Canada doive continuer à hausser ses taux.

Le marché obligataire était en baisse pour la première fois en quatre jours.

L'économie a ajouté 34 300 emplois en octobre, a fait savoir Statistique Canada à Ottawa. L'estimation moyenne de 25 économistes sondés par Bloomberg News tablait sur un gain de 29 000 emplois.

Depuis le mois dernier, des rapports font état d'une accélération de la croissance économique en août grâce à des gains dans les importations, dans les ventes de gros et de détail.

« Le rapport sur l'emploi était très positif ce matin (hier matin) et il confirme que la Banque du Canada continuera à hausser ses taux », souligne Liz Bussanich, principale conseillère aux ventes de devises étrangères de la Banque de Montréal, à New York.

« Nos économistes ont révisé à la hausse leurs prévisions sur le dollar canadien il y a deux semaines, ajoute-t-elle. Après au-

jourd'hui (hier), je ne serais pas surprise qu'ils le fassent de nouveau. »

À 11 h 25, à Toronto, le huard a grimpé à 83,54 cents US, un niveau qu'il n'avait pas atteint depuis septembre 1992. Il a clôturé finalement à 83,50 cents US, en hausse de 0,68 cent US. Jeudi, il avait clôturé à 82,82 cents US. Un dollar américain achète 1,1970 \$ CAN. Le niveau de 1,20 \$ CAN est un seuil « très important » à franchir, indiquait jeudi Dennis Gartman, rédacteur du magazine financier *Gartman Letter*, de Suffolk, en Virginie.

Le huard a clôturé au-dessus de 80 cents US tous les jours depuis le 19 octobre dernier, jour où la Banque du Canada a haussé pour la dernière fois son taux cible. Selon une prévision de la Banque de Montréal, le huard atteindra 1,18 \$ CAN d'ici six mois.

Lehman Brothers Holdings, prévisionniste le plus précis quant aux taux de change au cours du troisième trimestre, parmi les 50 compagnies suivies par Bloomberg News, a revu à la hausse ses prévisions touchant la performance du dollar canadien qui devrait atteindre 1,20 \$ CAN pour un dollar américain d'ici un mois, 1,18 \$ CAN dans trois mois et 1,15 \$ CAN dans 12 mois. Ses prévisions antérieures étaient de 1,24 \$ CAN,

1,24 \$ CAN et 1,22 \$ CAN. Le huard a pris son envol de concert avec d'autres grandes devises telles que l'euro et le dollar australien après que le chancelier allemand, Gerhard Schröder, eut soutenu que l'appréciation de la devise européenne au cours des quatre dernières semaines n'était « pas encore dramatique ». Le dollar américain a baissé à un creux record de 1,2940 \$ par euro.

Le billet vert américain était en baisse hier par rapport à 14 des 16 grandes devises suivies par Bloomberg, l'opposé exact de son statut après que les États-Unis eurent annoncé plus tôt que leur économie avait créé presque deux fois plus d'emplois que ce qu'avaient prédit les économistes.

« Il est important d'avoir de bons résultats dans le domaine de l'emploi », soutenait Zubair Ladak, économiste de Scotia Capital, à Toronto, avant que soient connues les statistiques sur l'emploi.

Les prochaines réunions de la banque centrale doivent avoir lieu le 7 décembre, le 25 janvier, le 1^{er} mars et le 12 avril. Les décideurs ont haussé le taux cible pour la première fois en 17 mois le 8 septembre dernier, à 2,25 %, augmentation qui fut suivie d'une autre hausse d'un quart de point, à 2,5 %, le 19 octobre.

LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉSEAU CAPITAL



Le 29 octobre 2004, Réseau Capital (l'Association du capital de risque et du placement privé au Québec) tenait son assemblée générale annuelle des membres et élisait son conseil d'administration pour l'exercice 2004-2005.

Renseignements : (514) 334-9688

(1^{re} rangée)

Luc Bisailon, vice-président associé – IST, RBC Banque Royale
Claire Bisson, directrice régionale, Desjardins Capital de risque et présidente du Chapitre de Québec de Réseau Capital
Cécile Ducharme, vice-présidente, Schroders & Associés Inc.
Martine Kaigle, associée, McCarthy Tétrault et secrétaire de Réseau Capital
Gilbert Drouin, président-directeur général, Valorisation-Recherche Québec
Yolande Chéné, directrice générale de Réseau Capital

(2^e rangée)

Paul Beaulne, associé Demers Beaulne et trésorier de Réseau Capital
Jacques Simoneau, vice-président principal – Industries et services, Fonds de solidarité FTQ et vice-président de Réseau Capital
Charles Cazabon, vice-président – Capital de risque, BDC et vice-président de Réseau Capital

Annie Thabet, associée, Celtis Capital et présidente de Réseau Capital
Mylène Levac-Wolf, associée et responsable de services consultatifs en capital de risque, Est du Canada, Ernst & Young
Bernard F. Labrecque, président et conseiller principal, Ray & Berndtson/Laurendeau Labrecque inc.

(Sont manquants sur la photo)

Mathilde Carrière, avocate-associée, Fraser Milner Casgrain S.R.L.
Sylvain Gareau, vice-président – Gestion de fonds, Caisse de dépôt et placement du Québec
Maha Katabi, vice-présidente – Biotechnologie, Ventures West



LE GOÛT DE DEVENIR ENTREPRENEUR?

Vous ne voulez pas vous contenter de trouver un autre travail? Ouvrez votre propre restaurant Quiznos Sub!

- Le Magazine Entrepreneur a classé Quiznos Sub dans ses 10 meilleures franchises 2004 en janvier 2004.
- Plus de 3300 restaurants dans le monde
- Financement offert par un tiers
- Aide au choix d'un emplacement
- Soutien local

Vous voulez plus d'information? Venez assister à notre atelier sur l'occasion d'affaires Quiznos Sub.

Mardi le 9 novembre @ 19 h, Hôtel Crowne Plaza

Montréal-Métro Centre

505, rue Sherbrooke Est, Montréal, QC, H2L 4N3

RSVP 1 877 481-7827 • www.quiznosfranchises.com

SEBASTIA

Quiznos Sub

5045 Orbitor Drive, Building 12, Suite 400
Mississauga, ON L4W 4Y4

Quizno's est une marque déposée de The Quizno's Master LLC

3268292

Ski de fond Le spécialiste



Touring • Course • Hors piste

- Cliniques de fartage
- Rabais sur équipement complet
- Grand choix de vêtements et accessoires

André Jac Sport

5520, boul. des Laurentides, Laval
(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410

3268297

3268299

3272P

Votre Sommelier Maison

MAINTENANT
EN
LIBRAIRIE

3267288

CHARTIERE

CHARTIERE

- 1 000 NOUVEAUX VINS COMMENTÉS ET RÉPERTORIÉS
- LES MEILLEURS RAPPORTS QUALITÉ-PRIX
- 2 500 HARMONIES VINS ET METS

DES NOUVEAUTÉS!

- MISES À JOUR MENSUELLES ET GRATUITES SUR LE WEB
- LISTE DES COUPS DE CŒUR
- LES NOUVELLES INTERNATIONALES DU VIN
- LES MEILLEURES BIÈRES DU MONDE ET DU QUÉBEC
- DOSSIER ICEWINES CANADIENS

Les Éditions
LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES

Le fabricant de tabac MacDonald dépose une plainte contre Québec

DENIS ARCAN

La filiale canadienne du géant du tabac JTI, JTI-MacDonald, a lancé hier une contre-attaque juridique à l'endroit du ministère du Revenu du Québec, qui lui réclame 1,36 milliard de dollars en taxes impayées, intérêts et pénalités.

Accusant Québec de l'avoir présumée coupable et d'avoir violé son droit à un procès équitable, la firme de tabac a demandé hier à la Cour supérieure du Québec d'annuler l'avis de cotisation sommaire de 1,36 milliard et l'ordonnance de paiement du même montant signifiée en août dernier par Revenu Québec. JTI-MacDonald demande aussi à la Cour de casser diverses mesures contraignantes prises par Québec contre elle, dont les deux suivantes : l'ordre permettant à Revenu Québec de saisir directement chez les détaillants tous les revenus des ventes de tabac JTI-MacDonald ; et l'« hypothèque légale » prise par Québec sur l'usine de la rue Ontario, à Montréal.

Elle poursuit également Revenu Québec pour 2 millions plus dommages et intérêts en revenus saisis. Pour comprendre la requête déposée par JTI-MacDonald hier, il est utile de se rappeler que les mesures prises par Revenu Québec en août dernier découlent d'un contentieux vieux de 10 ans. Il remonte aux années 1992 et 1994, durant l'explo-



PHOTO KEVIN FRAYER, ARCHIVES PC ©

Les mesures prises par Revenu Québec contre JTI-MacDonald en août dernier découlent d'un contentieux vieux de 10 ans. Il remonte aux années 1992 et 1994, durant l'explosion de la contrebande de cigarettes par des réseaux organisés de passeurs faisant affaire surtout par la réserve mohawk d'Akwesasne.

sion de la contrebande de cigarettes par des réseaux organisés de passeurs faisant affaires surtout par la réserve mohawk d'Akwesasne.

En 1999, à la suite d'une enquête de la GRC, le procureur général du Canada a poursuivi la compagnie

devant les tribunaux américains (et a perdu sur toute la ligne).

En février 2003, l'enquête de la GRC a mené au dépôt devant les tribunaux canadiens d'accusations au criminel de fraude et de complot contre la JTI-Macdonald, huit diri-

geants et trois compagnies associées aux États-Unis. On les accuse d'avoir alimenté le réseau de contrebandiers pour ne pas payer les taxes sur le tabac.

En août 2003, une poursuite en dommages et intérêts de 1,5 milliard a suivi, pour récupérer ces taxes.

Mais aucun de ces procès n'a encore mené à une condamnation.

Or, le gouvernement du Québec a choisi de ne pas baser sa poursuite sur l'aspect frauduleux de la contrebande, mais de s'en remettre à ses simples lois et calculs fiscaux. Même si Québec place sa poursuite et sa réclamation fiscale dans le contexte de la contrebande de cigarettes. Par exemple, Revenu Québec affirme dans des documents que la compagnie a orchestré une série de transactions complexes entre 1999 et 2001 « pour tenter d'échapper aux conséquences de (la) contrebande de tabac échelonnée de 1990 à 1998 », dans le but de mettre à l'abri du fisc des actifs valant 2,24 milliards.

Dans son action déposée hier, JTI-MacDonald affirme que cette méthode est illégale. Entre autres, aucune accusation liée à la contrebande (la firmes les nie toutes) n'a été prouvée en cour.

La firme en veut à Revenu Québec d'avoir affiché dans la rubrique « Évasion fiscale », de son site Internet, son communiqué de presse du 13 août sur l'avis de cotisation de 1,36 milliard. Or, l'enquête de Revenu Québec n'a pas eu à subir

l'épreuve d'un procès juste et équitable, dit JTI-MacDonald.

Elle affirme aussi que Revenu Québec a agi illégalement en modifiant rétroactivement sa Loi sur l'impôt sur le tabac, dans le but de priver JTI-MacDonald du droit à la prescription de quatre ans prévue par la loi fiscale.

Selon la firme, Revenu Québec n'a ouvert un dossier sur JTI-MacDonald qu'en juillet 2000, en vue de la cotiser en vertu de la Loi sur l'impôt du tabac pour des revenus de taxes manquants.

Mais, affirme la firme, le ministre du Revenu s'est aperçu que son recours selon cette loi était prescrit. Il a donc tenté de résoudre son problème de droit en modifiant rétroactivement la loi. La modification de la loi, inconstitutionnelle, selon la firme, a été votée en novembre 2000. Mais non sans que le ministère eût d'abord trompé une commission parlementaire en décrivant la modification proposée comme un détail technique, affirme la poursuite de JTI-MacDonald.

Elle décrit l'avis de cotisation de 1,36 milliard comme ridiculement « gonflée », et accuse Revenu Québec d'actions « arbitraires », des « expédients politiques visant à écraser financièrement JTI-MacDonald ».

La firme s'est placée le 24 août dernier sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (une loi qui s'apparente à la Loi sur la faillite).

EN BREF

Retour en force pour TSO₃

TSO₃, une biotech de Québec, a annoncé hier avoir réglé tous les problèmes techniques liés à son procédé de stérilisation à l'ozone. Dans un communiqué, le PDG, Jocelyn Vézina, déclare qu'après six mois de travaux, la compagnie est en mesure d'affirmer que son procédé de stérilisation est aussi sûr que ceux de stérilisation courante pour toutes les gammes d'instruments chirurgicaux les plus couramment utilisées dans le milieu hospitalier. En conséquence, tous les hôpitaux qui agissaient comme sites de référence ont recommencé à stériliser avec le procédé à l'ozone. Au cours de ces six derniers mois, TSO₃ s'est surtout attachée à renforcer son programme de compatibilité des matériaux en embauchant, entre autres, un expert international afin d'accélérer ses travaux. Hier, le marché a bien réagi à cette nouvelle. À la Bourse de Toronto, le titre (TOS) a gagné plus de 51 %, à 1,09 \$. Le Soleil

Baisse du titre de la Financière Manuvie

Le titre de la Financière Manuvie, plus important assureur canadien, a perdu jusqu'à 5,7 % de sa valeur hier après que la compagnie eut annoncé des profits au troisième trimestre inférieurs aux estimations des analystes. À 11 h 19 hier à la Bourse de Toronto, le titre de l'assureur torontois perdait 2,71 \$, ou 4,7 %, à 54,73 \$, plus forte baisse en six mois. En fin de journée, le titre clôturait en baisse de 4,54 % (2,61 \$), à 54,83 \$. tard jeudi, la Financière Manuvie avait fait savoir que son bénéfice net avait fait un bond de 81 %, à 717 millions de dollars, ou 87 cents par action. En excluant les coûts liés à son acquisition de John Hancock Financial Services, le bénéfice a été de 91 cents par action, soit moins que les 95 cents par action selon l'estimation moyenne de neuf analystes sondés par Thomson Financial. Bloomberg

Baisse des profits de GL&V

Les frais de restructuration de la division des pâtes et papiers ont fait reculer le bénéfice net du Groupe Laperrière & Verreault (GL&V) pour le trimestre qui a pris fin le 30 septembre, celui-ci s'établissant à 1,3 million de dollars, ou 11 cents par action. À la période correspondante de 2003, l'entreprise avait réalisé un bénéfice net de 3,8 millions, ou 32 cents par action. GL&V a précisé hier que la restructuration de sa division des pâtes et papiers a engendré des frais non récurrents de 4,2 millions. Si l'on exclut les éléments exceptionnels, GL&V a enregistré un bénéfice d'exploitation de 8,8 millions, en hausse de 3 %, par rapport à la période correspondante de 2003. Presse Canadienne

150^e anniversaire de naissance d'Alphonse Desjardins

L'idée canadienne fait son chemin

ISABELLE DAMPHOUSSE

Le rêve d'Alphonse Desjardins était d'étendre le mouvement coopératif à l'ensemble du Canada. Près d'un siècle après l'ouverture de la première caisse populaire, à Lévis en 1906, le Mouvement Desjardins vit finalement son expansion pancanadienne.

« I wish I could extend it to Ontario », écrivait M. Desjardins à George Keen, secrétaire général et trésorier de la Co-opérative Union of Canada avec qui M. Desjardins entretenait une correspondance assidue.

L'idée des caisses a germé dans l'esprit de M. Desjardins alors qu'il était sténographe parlementaire. C'est au cours d'un débat sur les pratiques usuraires qu'il a pris conscience de l'ampleur du problème. À la suite de trois années de correspondance avec les principaux représentants des coopératives de crédit européennes, il fonde sa première caisse.

Pour les architectes du Mouve-



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Alban D'Amours, président du Mouvement Desjardins.

ment Desjardins qui travaillent au déploiement de la coopérative financière sur l'ensemble du territoire canadien, vivre le rêve de leur fondateur donne les coudées franches. « Je vis cela très bien au sens que j'ai beaucoup d'assurances. Car M. Desjardins, lui-même à l'origine de ce grand mouvement coopératif et financier en Amérique du Nord, avait conçu son projet comme étant un projet d'abord québécois, qui en même temps allait se prolonger au Canada », commente Alban D'Amours, président du Mouvement Desjardins, à l'occasion du 150^e anniversaire de naissance d'Alphonse Desjardins.

Le Mouvement a l'objectif d'accroître considérablement ses activités d'affaires hors Québec. « Le volume d'affaires de Desjardins qui est réalisé hors Québec est de 17 % et nous planifions dans les années à venir d'augmenter ce ratio à 25 % », dit M. D'Amours.

C'est par l'entremise d'alliances stratégiques avec les caisses populaires et les *credit unions* des autres provinces que Desjardins prévoit intensifier sa présence. Le système coopératif financier canadien excluant le Québec totalise 72 milliards de dollars d'actifs avec 622 *credit unions* membres du réseau Credit Union Central of Canada. En 2003, l'actif de Desjardins hors Québec était de 4,7 milliards de dollars.

L'expansion de Desjardins au Canada passe aussi par les filiales d'assurances et son courtier en valeurs mobilières. « Nos compagnies d'assurances et nos firmes de courtage exploitent un marché qui leur est propre et nous misons beaucoup sur ce marché, qui est maintenant bien connu partout au Canada », mentionne M. D'Amours.

L'ampleur qu'a prise le Mouvement Desjardins depuis le décès de son fondateur, en octobre 1920, a été phénoménale. Les réalisations et la vision avant-gardiste de son fondateur ont changé le visage socioéconomique du Québec. Le mouvement coopératif québécois,

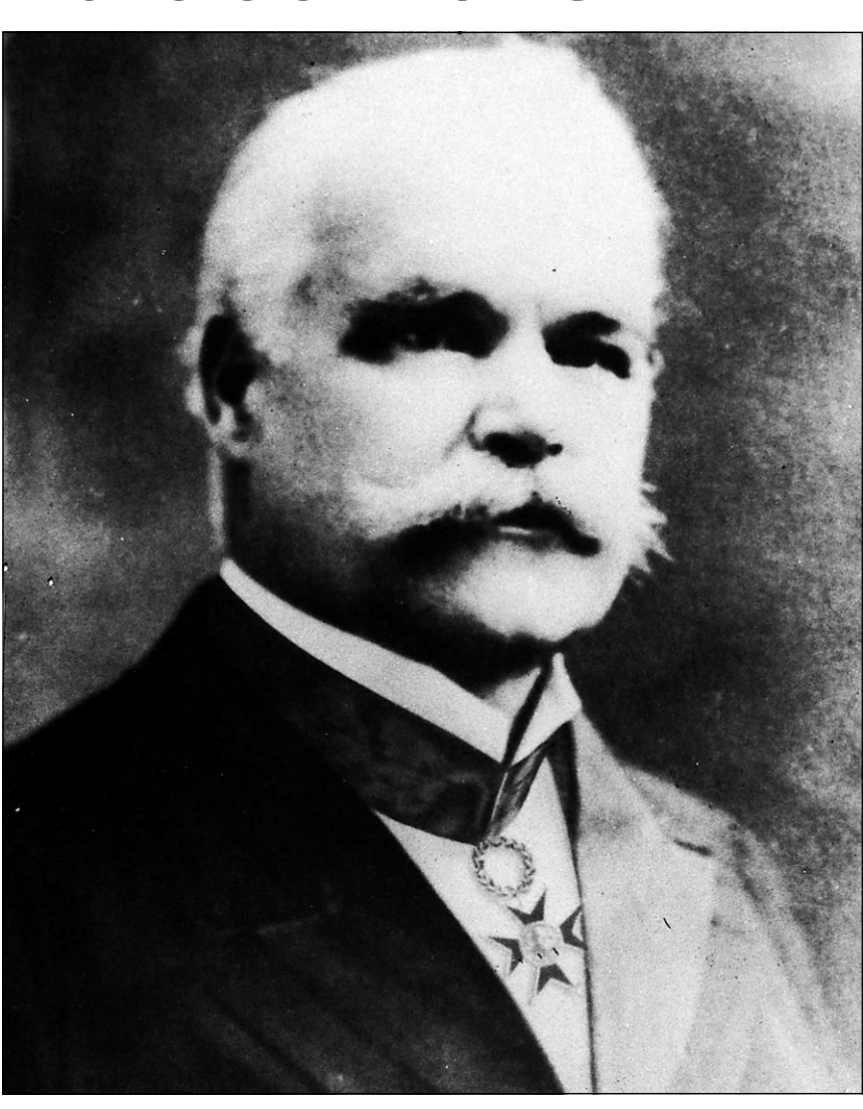


PHOTO FOURNIE PAR DESJARDINS ©

Alphonse Desjardins

qui avait 6 millions d'actifs en 1920, est désormais le plus important mouvement coopératif en Amérique du Nord avec un actif de 104 milliards de dollars.

Le fondateur des caisses était très attentif à l'actualité financière internationale et sensible à la notion de rentabilité, selon Guy Bélanger, historien à la Fondation Desjardins. Et cette pensée est encore présente au sein du Mouvement.

« Nous partageons une conviction forte dans le Mouvement Desjar-

dins qu'une coopérative de services financiers peut très bien être performante financièrement pour réaliser sa mission et procurer des avantages financiers à ses membres et aux collectivités, et ainsi jouer son rôle social. Performance financière et coopérative sont les deux niveaux de performance que nous mettons de l'avant et qui fait de Desjardins que l'on soit reconnu comme le meilleur groupe financier intégré de nature coopérative au monde », dit M. D'Amours.

LA VIE D'ALPHONSE DESJARDINS

Repères chronologiques

> 5 novembre 1854 : Naissance d'Alphonse Desjardins.

> 1873 à 1879 : Journaliste à Ottawa puis pour le journal l'Écho de Lévis et ensuite le Canadien de Québec.

> 1875 : Est actif au sein de la société de construction mutuelle de Lévis, où l'on retrouve des membres influents de l'élite anglaise de Lévis (John-Henry Simmons, Joshua Thompson et Edson Fitch).

> 1879 à 1890 : Éditeur à l'assemblée législative du Québec.

> 1879 : Épouse Marie Clara Dorimène Desjardins, de Sorel. Ils auront 10 enfants : six garçons et quatre filles.

> 1880-1893 : Présence de Desjardins au conseil d'administration de la chambre de commerce de Lévis ; il en sera le secrétaire-trésorier de 1880 à 1888.

> 1892 à 1917 : Sténographe français à la Chambre des communes.

> 1900 : Ouverture de la caisse de Lévis.

> 1903 : Est reçu en entrevue par le ministre des Finances du Canada, William Stephen Fielding, au sujet de questions juridiques.

> 1904 : Rédaction d'un projet de loi exploratoire sur les caisses populaires par M. Treadell du ministère des Finances du Canada à Ottawa. Ce projet de loi est inspiré par les idées d'Alphonse Desjardins.

> 1906 : Adoption de la Loi sur les syndicats coopératifs par l'Assemblée législative du Québec.

> 1905 : Publication d'un article sur les caisses populaires, mainte-

GUIDE DE L'INVESTISSEMENT 2005

La revanche des ressources naturelles



HÉLÈNE BARIL

De plus en plus, le Canada veut se définir comme une économie diversifiée et moins dépendante de l'exploitation de ses ressources naturelles. Mais il arrive des périodes où la réalité nous rattrape.

Les ressources naturelles pèsent encore très lourd dans l'économie canadienne et elles sont responsables en grande partie de sa prospérité actuelle et la nouvelle vigueur du dollar.

L'exploitation des forêts, des mines et du pétrole est très rentable actuellement, constate le gestionnaire Pierre Bernard, de BLC Edmond de Rothschild. « Ça s'explique surtout par le fait que pour une rare fois, la croissance économique est assez synchronisée dans le monde », dit-il. Autre explication : dans cette croissance généralisée, la Chine est plus importante qu'elle ne l'a jamais été. « Ses besoins en matières premières sont si grands qu'on estime qu'elle accapare entre le tiers et la moitié de la croissance de la demande ».

Aux investisseurs qui se demandent si la remontée des prix des derniers mois dans le secteur des matières de base peut se poursuivre, le gestionnaire répond oui. « Cette remontée pourrait durer plus longtemps qu'on pense », estime-t-il, notamment en raison de la faiblesse du dollar américain.

Comme les prix de ce qu'on appelle les commodités sont en dollars américains, sa faiblesse les rend plus accessibles aux pays qui ont le plus besoin. « Les prix augmentent mais la demande reste forte », note-t-il.

« Si on croit que l'économie mondiale va continuer de croître, alors on peut dire que le secteur des produits de base va continuer de profiter de cette croissance ».

Mines et métaux

Les ressources naturelles sont un don du ciel, mais les entreprises qui les exploitent ne le font pas toutes avec un succès égal. De même, les sous-secteurs d'activité n'ont pas les mêmes perspectives de croissance dans le cycle économique qui s'amorce.

Pour ce qui est des mines et des métaux, Jean-Philippe Choquette, gestionnaire de portefeuille chez Fiera Capital, se montre assez optimiste. « Il n'y aura pas de croissance des profits des entreprises aussi importante qu'en 2003-2004, parce que le prix des commodités est à un niveau record », prévient-il.

Il ne prévoit toutefois pas de baisse des prix métaux, mais une certaine stabilité qui bénéficiera aux meilleures entreprises du secteur. Il limite ses choix à deux compagnies : **Alcan** et **Teck-Cominco**. « Alcan peut compter sur une croissance de ses profits due à l'intégration de Péchiney (acquise en 2003). Il reste plusieurs synergies à aller chercher. La mise en Bourse de la division de laminage va aussi créer de la valeur pour les actionnaires », explique M. Choquette.

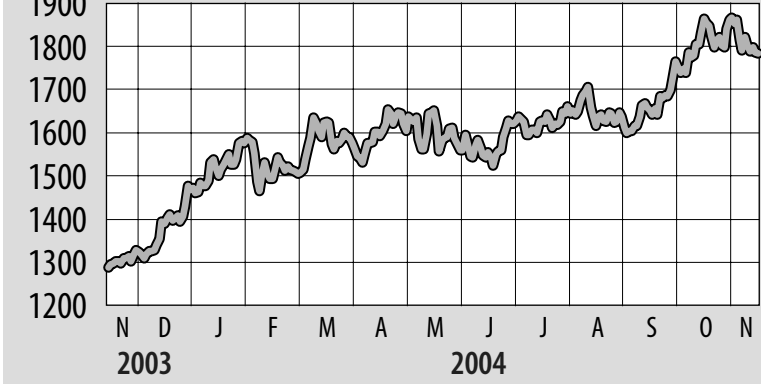
L'action de Teck-Cominco, de Vancouver, lui plaît aussi, parce qu'il s'agit d'un producteur diversifié et que le prix de certains des métaux qu'elle produit, comme le zinc, peut encore augmenter. « La compagnie est moins surévaluée que d'autres », résume-t-il.

L'analyste n'est pas très chaud face

DES HAUSSES IMPORTANTES DEPUIS 1 AN



L'énergie



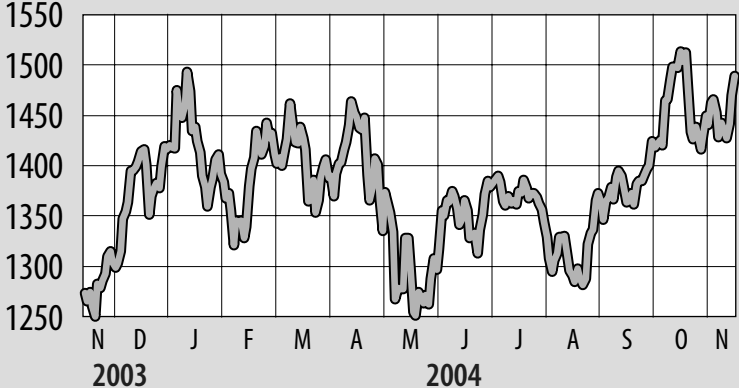
LES 10 PRINCIPAUX TITRES DU SOUS-INDICE ÉNERGIE

(selon leur pondération en %)

	% du sous-indice	Prix de l'action
1. EnCana	17,8 %	61,74 \$
2. Suncor Energy	11,5 %	40,69 \$
3. Petro-Canada	10,7 %	63,60 \$
4. TransCanada	8,3 %	27,27 \$
5. Canadian Natural Ressources	8,1 %	47,25 \$

	% du sous-indice	Prix de l'action
6. Talisman Energy	7,8 %	32,00 \$
7. Enbridge	5,6 %	51,69 \$
8. Imperial Oil	4,7 %	68,80 \$
9. Nexen	4,1 %	50,85 \$
10. Shell Canada	2,9 %	74,91 \$

Les matériaux de base



LES 10 PRINCIPAUX TITRES DU SOUS-INDICES MATÉRIAUX DE BASE

(selon leur pondération en %)

	% du sous-indice	Prix de l'action
1. Alcan	14,6 %	59,50 \$
2. Barrick Gold	9,7 %	27,53 \$
3. Placer Dome	7,6 %	27,95 \$
4. Potash of Saskatchewan	6,3 %	88,39 \$
5. Inco	5,7 %	45,28 \$

	% du sous-indice	Prix de l'action
6. Cameco	3,9 %	102,85 \$
7. Teck Cominco	3,9 %	30,25 \$
8. Noca Chemicals	2,9 %	50,23 \$
9. Noranda	2,4 %	20,85 \$
10. Domtar	2,3 %	14,70 \$



Photos : Bloomberg

au titre de Noranda, dont l'avenir risque de se jouer au cours des prochains mois si l'offre d'achat de la société d'État chinoise China Minmetals se concrétise.

« On devrait conserver ses actions si on est déjà actionnaire mais je ne conseille pas d'en acheter », dit-il, parce que les Chinois n'ont pas l'intention de payer une prime importante pour mettre la main sur Noranda. En outre, les acheteurs ne se bousculent pas pour acheter l'entreprise et la possibilité d'une surenchère est pour ainsi dire nulle.

Un investisseur avisé doit-il avoir des titres aurifères dans son portefeuille ? Oui, répond Jean-Philippe Choquette. Même si la remontée du prix de l'or les a rendus coûteux, les titres aurifères sont utiles « pour fins de diversification » parce qu'ils compensent les effets de la hausse du coût de l'énergie et la montée du dollar canadien sur les autres compagnies minières.

Pétrole

Dans le secteur des ressources naturelles et dans tous ses sous-secteurs,

l'évolution du prix du pétrole reste le facteur de risque le plus important. Du point de vue de l'investisseur, la question est plus simple : est-il trop tard pour acheter des titres pétroliers compte tenu de leur appréciation récente ?

Non, répond Frank Settino, analyste chez TAL. « Le pétrole est une ressource consommée partout dans le monde, qui s'épuise mais dont la demande continue d'augmenter », dit-il. Voilà qui est amplement suffisant, selon lui, pour prévoir que son prix va rester élevé et que les entreprises qui l'exploitent vont continuer de faire de bonnes affaires.

L'analyste de TAL refuse de recommander l'un ou l'autre des titres pétroliers sur le marché mais il avoue un penchant pour les entreprises intégrées (exploration, production, distribution (postes d'essence)). « La diversité de leur actif leur permet de mieux s'en tirer, explique-t-il, par exemple les activités de raffinage peuvent compenser pour des coûts d'exploration plus élevés ».

Malgré des profits qui battent des

records actuellement, les perspectives restent bonnes pour les entreprises pétrolières, estime Frank Settino. « Le marché commence lentement à croire que les prix resteront élevés », dit-il.

À quel niveau ? L'analyste mise sur un prix de long terme de 30 \$ US le baril. En attendant, le prix actuel, autour de 50 \$US, est potentiellement dangereux et pourrait provoquer une chute de la demande. « C'est ma plus grande inquiétude », indique-t-il, en s'interrogeant sur la capacité des économies des pays émergents à payer des prix aussi élevés.

Pâtes et papiers

La hausse du coût de l'énergie est une menace pour l'industrie des pâtes et papiers, mais pas autant que l'augmentation de la valeur du dollar canadien. C'est le secteur qui est le plus sensible au taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain, rappelle l'analyste Richard Kelertas, de Valeurs mobilières Desjardins.

Dans une analyse des tendances à

venir dans le secteur, M. Kelertas est plus optimiste pour les fabricants de pâtes et papiers que pour les producteurs de bois d'oeuvre.

Ainsi, il prévoit que la demande pour le bois d'oeuvre restera forte dans les mois à venir, en raison des dommages causés par les ouragans aux États-Unis et des taux d'intérêt qui restent bas. Pour ces raisons, il recommande le titre de **Canfor** parmi les producteurs de bois d'oeuvre.

Toutefois, « comme la fin du cycle approche, le temps est venu d'encaisser ses profits », estime-t-il. Du côté des producteurs de papiers, son choix se porte sur **Domtar**. C'est l'entreprise la moins sensible aux variations du taux de change du dollar canadien, explique-t-il.

Parce qu'une grande partie des usines sont situées aux États-Unis, chaque appréciation d'un cent du dollar canadien retranche 3 cents sur le profit par action de Domtar, comparativement à 25 cents pour Canfor, 6 cents pour Tembec et 4 cents pour Abitibi-Consolidated.

Les obligations ont toujours leur place



RICHARD DUPAUL

Boudé par plusieurs au début 2004 parce qu'on craignait une forte hausse des taux d'intérêt à long terme, le marché obligataire a réservé d'agréables surprises à ses fidèles cette année. Et, selon certains pronostics, les obligations pourraient encore nous donner une performance respectable en 2005.

Sans passer la baraque, les obligations canadiennes ont rapporté un rendement convenable de 5,1 % (selon l'indice Scotia Univers) au cours des 10 premiers mois de 2004. Rien pour s'offrir une grosse BMW, certes. Mais c'est est tout de même

mieux que le rendement des actions du secteur des télécommunications (+0,34 %) ou celles du secteur industriel (-7,5 %) à la Bourse de Toronto.

La performance des obligations négociables (à ne pas confondre avec les obligations d'épargne du Canada ou du Québec) a dû étonner les investisseurs qui, en début d'année, craignaient les conséquences d'une hausse marquée des taux d'intérêt sur ces titres.

Rappelons que la valeur des obligations augmente lorsque les taux d'intérêt pointent vers le bas et, inversement, elle diminue lorsque les investisseurs anticipent une hausse des taux. L'augmentation ou la baisse de la valeur d'une obligation entraîne un gain ou une perte en capital, qui vient bonifier ou diminuer le rendement nominal du titre. Le résultat nous donne le rendement total de l'obligation.

Or jusqu'ici en 2004, les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt ont été ressenties surtout sur les échéances à court terme (obligations de deux ans et moins), les investisseurs anticipant un resserrement des conditions monétaires. La Banque du Canada a d'ailleurs donné raison au marché en décrétant depuis le début septembre deux hausses de son taux directeur (pour un total de 50 centièmes).

Les taux « longs » reculent

Par contre, les attentes concernant les taux « longs » ont été fort différentes ces derniers mois. D'ailleurs, le rendement sur les obligations repères à 10 ans du gouvernement du Canada, qui s'établissait à 5,20 % au début 2004, est revenu à 4,96 % au début novembre, souligne Benoît Durocher, président d'Addenda Capital.

Selon les experts, le recul des taux

à long terme cette année traduit l'incertitude des marchés à l'égard des prix élevés du pétrole, du terrorisme et des problèmes budgétaires des États-Unis.

Or, Viet Bu, président de CTI Capital, ajoute que des pressions inflationnistes se manifestent de plus en plus dans l'économie.

Si bien que les taux d'intérêt à court terme devraient continuer à grimper, alors que les banques centrales cherchent à contenir l'inflation.

M. Bu croit d'ailleurs que la Réserve fédérale va hausser son taux directeur de 100 points centésimaux d'ici au milieu 2005.

Somme toute, les gens qui misent sur les obligations devront « faire preuve de prudence durant la première moitié de 2005 », prévient M. BU, surtout si les marchés boursiers poursuivent leur redressement.

Avec un éventuel dégonflement des Bourses, les taux d'intérêt pourraient repartir à la baisse durant la seconde moitié de 2005. En anticipation de ces mouvements, le marché obligataire « pourrait donc faire mieux » durant la seconde moitié de l'année, estime M. Bu.

Globalement, les experts misent à nouveau sur un rendement moyen « autour du coupon » pour les obligations en 2005, soit autour de 5 % (le coupon correspond au taux nominal d'une obligation).

Un mot en terminant sur les obligations émises par les grandes sociétés, comme Alcan, EnCana et autres. Ces titres offrent un rendement supérieur à celui des obligations gouvernementales (soit un taux de 0,5 à 0,6 % plus élevé en moyenne).

Ils constituent donc une bonne solution de rechange pour ceux qui voudraient plus de piquant dans leur portefeuille, tout en misant sur des titres à revenu fixe.

Cependant, ces titres sont plus risqués car une entreprise peut un jour se retrouver dans l'impossibilité de rembourser ses dettes un de ses jours.

Misez sur les matériaux, l'industrie et la consommation



RÉJEAN BOURDEAU

Il n'est pas toujours facile de présenter les perspectives boursières par secteurs d'activités puisque les prévisions s'appuient sur différentes hypothèses économiques. Pour mieux s'y retrouver, Pierre Lapointe a mis au point un tableau innovateur. Il permet de voir en un coup d'oeil l'impact des scénarios prévus en 2005, par la Financière Banque Nationale, sur les dix secteurs de l'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto. Pour chacun d'eux, le stratège adjoint précise si l'effet sera positif, neutre ou négatif. Sa conclusion : misez sur les sec-

teurs des matériaux (ressources naturelles et métaux), des industries et de la consommation discrétionnaire (détaillants d'appareils ménagers, quincailleries, etc.)

> **1^{re} hypothèse** : Croissance économique mondiale à 4 %

Légèrement moins élevée qu'en 2004, avec 4,4 % de prévu. Il s'agit toutefois d'un fort taux d'expansion du point de vue historique. Les sociétés exportatrices et les producteurs de matières premières vont en profiter, particulièrement celles dans les matériaux (ressources naturelles et métaux), l'industrie, la consommation discrétionnaire et l'énergie (pétrole et gaz).

> **2^e hypothèse** : Croissance économique canadienne à 3,4 %

L'expansion économique se poursuit au pays et c'est positif pour presque tous les secteurs. Deux sont neutres : la consommation de base (alimentation, pharmacies, etc.), un secteur défensif, et la santé

(pharmaceutiques, biotechs, etc.) qui dépend davantage des produits en développement ou mis en marché grâce à des alliances.

> **3^e hypothèse** : Taux d'intérêt à la hausse

Ce n'est jamais bon pour la Bourse car les investisseurs délaissent les actions pour les obligations. Les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, comme les financières et les services publics vont en souffrir. En ralentissant la cadence de l'économie, l'énergie, les matériaux et l'industrie vont aussi être touchés.

> **4^e hypothèse** : Le huard vers les 85 cents US

Ce n'est pas bon pour les secteurs exportateurs, comme l'industrie et les technologies de l'information. Par contre, ça profite à la consommation de base et aux télécoms, qui achètent une partie de leurs équipements aux États-Unis.

>**5^e hypothèse** : Baisse graduelle du prix du pétrole vers 35 \$US le

baril. C'est une excellente nouvelle pour presque tout le monde car cela éviterait un ralentissement économique mondial. Bien entendu, cela aurait un impact sur le secteur de l'énergie.

> **6^e hypothèse**: Hausse des prix des matières premières

Cela pourrait s'expliquer, en partie, par la forte demande de la Chine. L'énergie et les matériaux en profiteraient. Comme ces deux secteurs ont un poids important sur l'indice S&P/TSX, ce serait aussi positif pour la Bourse canadienne et pour les financières qui possèdent des activités de courtage. Par contre, ce serait négatif pour les sociétés industrielles car elles payeraient les matières premières, nécessaires à leurs productions, plus chères.

> **7^e hypothèse** : Hausse des profits des entreprises

Nous prévoyons des hausses de profits dans tous les secteurs, à

l'exception de l'énergie qui a connu une forte progression cette année. Parmi les plus fortes croissances prévus, il y a les technologies de l'information (100 %) et les matériaux (38 %).

> **8^e hypothèse** : Révisions des estimations de profits

On s'attend à des révisions à la hausse pour les secteurs de l'énergie et des matériaux. Au contraire, quand les révisions se font à la baisse, c'est que les observateurs ont été trop optimistes et que la croissance est moins grande qu'anticipée.

> **9^e hypothèse** : Bonne valorisation boursière

Trois secteurs devraient présenter une valorisation boursière favorable.

Il s'agit de l'énergie (le prix des actions équivaut, en moyenne, à 13 fois les profits de l'an prochain), des matériaux (14 fois) et du secteur industriel (13 fois).

COMMENT RÉAGIRONT LES GRANDS SECTEURS EN BOURSE										
La rotation sectorielle de la Financière Banque Nationale, selon diverses hypothèses										
Secteurs du S&P/TSX	VARIABLES ÉCONOMIQUES						FONDAMENTAUX DES ENTREPRISES			RECOMMANDATION
	Croissance économique mondiale à 4,0% en 2005	Croissance économique canadienne en hausse à 3,4% en 2005	Taux d'intérêt dans un cycle haussier	Le huard en route vers 0,85\$ US	Baisse graduelle du prix du pétrole vers 35\$ US le baril	Hausse du prix des matières premières	Hausse ou baisse de profits +: hausse -: baisse =: stable	Révisions des profits +: à la hausse -: à la baisse =: stable	Prix des actions +: plutôt élevé -: plutôt faible =: plutôt correct	+ : Surpondérer = : Équ pondérer - : Sous-pondérer
Énergie	+	+	-	-	-	+	-	+	+	=
Matériaux	+	+	-	-	+	+	+	+	+	+
Industrie	+	+	-	-	+	-	+	=	+	+
Consommation discrétionnaire	+	+	-	=	+	-	+	=	=	+
Consommation de base	=	=	+	+	=	=	+	=	-	-
Santé	=	=	=	=	+	=	+	-	=	=
Finance	=	+	-	=	+	+	-	=	=	=
Technologies de l'information	+	+	=	-	+	=	+	-	=	=
Services de télécommunications	=	+	+	+	+	=	-	=	-	-
Services publics	-	+	-	=	=	=	+	-	-	-
Indice S&P/TSX	+	+	-	=	+	+	+	=	+	+

Source : Financière Banque Nationale

Les bons et les mauvais côtés de la hausse des taux d'intérêt



MARTIN VALLIÈRES

Déjà deux hausses du taux directeur de la Banque du Canada cet automne. Et les experts financiers prévoient d'autres hausses au cours des prochains mois, à moins que la forte hausse des prix du pétrole s'avère un frein économique plus fort qu'attendu. Même David Dodge, gouverneur de la Banque du Canada, a indiqué il y a quelques jours, devant le Comité des Finances aux Communes, qu'il hausserait encore le taux directeur. Et ce malgré la forte remontée du dollar canadien face aux autres devises d'importance, le dollar américain surtout. Pour les épargnants traditionnels,

cette remontée des taux d'intérêt, même s'ils demeurent à un niveau encore modeste, a de quoi réconforter après quelques années de rendement minable. Mais pour les investisseurs, la hausse a rallumé quelques feux jaunes : il est peut-être temps de revoir la partie du portefeuille composée de titres à revenu fixe.

Il s'agit surtout d'obligations et d'actions à dividendes dont la valeur marchande en Bourse varie en fonction des taux d'intérêt. La demande et, donc, la valeur de ces titres à revenu fixe augmentent lorsque les taux sont en baisse. C'est l'inverse lorsque les taux augmentent, comme ces temps-ci.

« Le consensus sur les marchés financiers pointe vers une remontée générale des taux de 100 à 150 points de base (de 1 à 1,5 point de pourcentage) d'ici un an », constate Marc Lévesque, stratège boursier et analyste des titres à revenu fixe chez Valeurs mobilières T-D, à To-

ronto. « Ceux qui vont négocier un prêt hypothécaire doivent évidemment s'attendre à payer plus en intérêt. Mais pour les investisseurs, les obligations et autres titres à revenu fixes risquent fort de s'avérer un mauvais placement à court terme. »

Cette observation rejoint l'avis des stratèges de portefeuilles des principales firmes de Wall Street, tel que recueilli récemment par l'agence d'informations financières Bloomberg.

Au 25 octobre dernier, ces stratégies avaient réduit à seulement 26 % en moyenne la part de leur portefeuille-modèle devant être composée d'obligations. C'est environ 10 points de pourcentage de moins que ce qu'ils conseillaient en début d'année.

En contrepartie, les épargnants traditionnels qui renouvelleront bientôt des certificats de dépôt pourront se réjouir d'ajouter quelques dizaines de points de base au

rendement annuel de leur capital. Pour chaque tranche de 100 000 \$, une augmentation d'un quart de point de pourcentage (0,25 %) du taux d'intérêt représente un revenu additionnel de 250 \$ par an.

C'est de bon augure pour les épargnants d'âge mûr qui transfèrent une part grandissante de leurs fonds de retraite vers des placements à faible risque, comme les certificats de dépôt.

Toutefois, avec les prévisions de hausses additionnelles des taux, ces épargnants pourraient avoir avantage à renouveler leurs certificats de dépôt pour des termes courts. Dans quelques mois, ils pourront certainement obtenir de meilleurs taux d'intérêt avec de nouveaux certificats de dépôt.

En Bourse, cependant, une remontée des taux directeurs des banques centrales provoque habituellement une pression baissière sur les principaux indices. Car des taux plus élevés augmentent l'at-

trait pour les placements de base et moins risqués, comme les certificats de dépôt ; cela détourne des capitaux hors du marché boursier.

Mais cette fois, de l'avis d'experts consultés par *La Presse Affaires*, les taux d'intérêt seraient encore trop faibles, malgré les hausses récentes, pour entraîner les Bourses à la baisse. « Sauf pour la part des titres à revenu fixe d'un portefeuille, il n'y a vraiment pas de raison de réviser ses placements boursiers en raison de la remontée des taux d'intérêt, dit Vincent Delisle, stratège boursier chez Scotia Capital. »

« En fait, plusieurs signaux suggèrent que le marché boursier pourrait connaître une poussée vers un sommet de fin de cycle d'ici le printemps prochain, avant de glisser en relative stagnation pendant plusieurs trimestres. »

Néanmoins, certains secteurs du marché boursier sont habituellement plus sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, rappelle M. Delisle. Il s'agit des secteurs où les entreprises ont des flux de revenus plus réguliers : services publics, fiducies immobilières, télécommunications, services financiers, par exemple.

Pour les investisseurs, les actions des entreprises de ces secteurs se rapprochent le plus en Bourse du comportement des titres à revenu fixe.

Le miracle ne risque pas de survenir l'an prochain!

MIRACLE

suite de la page 1

Depuis le début de l'année, le S&P 500 a pris 4,9 %, le NASDAQ a gagné 1,8 %, alors que le Dow Jones reste légèrement en territoire négatif, avec recul de 0,6 %.

Par ailleurs, l'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto a mieux fait avec un gain de 7,8 % depuis janvier grâce à des bonds de 21 % du secteur de l'énergie, de 14 % de secteur financier et de 7 % des sociétés technologiques.

Pour l'an prochain, le stratège Vincent Delisle, de Scotia Capital, ne s'attend pas non plus à une grande performance boursière. « La croissance des profits sera le seul et unique moteur de la Bourse, dit-il. Et encore, son rythme sera moins élevé

que cette année. » Le spécialiste prévoit des hausses de bénéfices de 8 à 10 % au Canada et de 6 à 8 % aux États-Unis. Cela se compare à une croissance qui aura atteint 27 % pour les compagnies canadiennes et 21 % pour les américaines cette année.

Mauvaise nouvelle, M. Delisle pense que le potentiel d'appréciation des évaluations boursières, ou ratio cours/bénéfices, sera limité par les pressions des taux d'intérêt. (La ratio mesure le prix d'une action par rapport à ses profits. Par exemple, une action vendue 10 \$ pour une bénéfice par action de 1 \$ s'échange à un multiple de 10).

« La Bourse carburera seulement à la croissance des profits », avance le stratège.

Jacques Chartrand est d'accord avec

lui. « Il y a peu de place à l'expansion des multiples », dit-il.

À son avis, le ratio d'environ 16 fois les profits pourrait peut-être passer à 17 fois, mais certainement pas à 22 fois. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de place pour la progression des indices boursiers », précise le gestionnaire.

Il s'attend même à un rebond de 10 à 15 % de la Bourse d'ici la fin de l'année. Plusieurs facteurs alimenteraient cette progression : l'incertitude liée à l'élection présidentielle est levée, l'économie américaine maintient son rythme et les cours du pétrole vont probablement baisser.

« Mais la question du double déficit américain va refaire surface et hanter les marchés l'an prochain », poursuit M. Chartrand.

Selon lui, la Bourse canadienne ti-

rera mieux son épingle du jeu parce que le pays n'a pas les problèmes de déficit que vivent les États-Unis. Sur un horizon de 12 mois, il anticipe un rendement d'environ 5 % de l'indice S&P/TSX. Il reste toutefois très prudent et il n'élimine pas les risques d'un marché baissier.

« Dans ces conditions, je suggère d'augmenter le niveau d'encaisse (liquidités) dans les portefeuilles et d'attendre les bonnes occasions », dit-il.

Le gestionnaire estime qu'à l'exception du secteur des sociétés papetières, la plupart des secteurs sont relativement chers.

Il prévoit que les secteurs des ressources naturelles, incluant les métaux, les mines et les sociétés papetières, pourraient bien faire en raison de la forte demande internationale.

Vincent Delisle s'attend à un rendement de 5 % au Canada et aux États-Unis.

« Le début de l'année pourrait bien

commencer, mais la réalité rattrapera les marchés par la suite », dit-il.

Le stratège souligne que la hausse des taux d'intérêt risque de faire mal aux sociétés financières et aux compagnies des services publics qui comptent pour 40 % de l'indice boursier canadien.

Selon lui, plusieurs incertitudes planent au-dessus de l'année boursière 2005.

Est-ce que l'économie américaine maintiendra sa croissance d'au moins 3 % ? Allons-nous assister à un atterrissage en douleur de la Chine ? Quel sera l'impact de la flambée des prix du pétrole ?

Et c'est compter la hantise du terrorisme, les problèmes en Irak et les tensions au Moyen-Orient.

« Mais en fin de compte, il faudra garder les yeux rivés sur la croissance des profits des entreprises et sur l'évolution des taux d'intérêt », rappelle le stratège.

GUIDE DE L'INVESTISSEMENT 2005

Prudence avec les titres technos



MARTIN VALLIÈRES

Aux États-Unis, les actions de Google, l'outil de recherche vedette de l'Internet, ont doublé de valeur depuis leur inscription en août dernier.

Créé il y a six ans par deux étudiants de l'Université Stanford, Google vaut déjà 46,5 milliards de dollars américains en Bourse, à peine trois milliards de moins que son aînée Yahoo !.

Au Canada, les actions de Research In Motion (RIM), le fabricant ontarien des communicateurs personnels BlackBerry, ont plus que triplé depuis un an.

Sur cette lancée, la valeur boursière de RIM, autour de 19,6 milliards, a dépassé celle de Nortel Networks.

Manifestement, il y a des indices d'un regain d'intérêt envers les titres technologiques parmi les in-

vestisseurs boursiers. Mais les plus avertis n'ont évidemment pas oublié les lendemains amers de la bulle des titres technologiques, à la fin des années 90.

« En fait, le marché des actions d'entreprises technologiques est devenu plus normal par rapport au reste de la Bourse », souligne Duncan Stewart, un analyste et gestionnaire de portefeuilles de titre technologiques chez Tera Capital, à Toronto.

« Lors de la bulle de la fin des années 90, à peu près toutes les entreprises qui se pointaient en Bourse prenaient de la valeur, surtout les « point.com », peu importe leurs résultats réels. Maintenant, les entreprises technologiques qui ont de bons plans d'affaires et de bons résultats sont récompensées. Celles qui déçoivent sont punies, comme dans les autres secteurs. »

À preuve, à la Bourse de Toronto, les actions de Nortel, une entreprise assaillie de sérieux problèmes comptables et d'une concurrence accrue, ont perdu le tiers de leur valeur depuis un an. Et pourtant, les actions s'échangent encore à plus de 120 fois le bénéfice par ac-

tion attendue pour l'exercice courant, à moins d'une autre grosse révision comptable.

En comparaison, une entreprise comme ATI Technologies, dont les microcircuits d'imagerie électronique s'imposent dans de nombreux secteurs, s'est appréciée de 8 % en Bourse depuis un an. Ses actions s'échangent maintenant à un multiple de 18 fois le bénéfice par action attendue cette année, ce qui correspond au multiple moyen des entreprises faisant partie de l'indice S&P/TSX.

Dans ce contexte, poursuit Duncan Stewart, la « normalité relative » atteinte pour le secteur technologique signifie que les investisseurs doivent bien faire leurs devoirs avant de choisir des titres.

« Il faut être plus sélectif que jamais auparavant face aux titres d'entreprises technologiques. Cela dit, après des mois de performance timide en Bourse, le secteur technologique devrait faire un peu mieux que le marché en général au cours des prochains mois », selon M. Stewart. Opinion semblable de la part de Vincent Delisle, stratège

boursier chez Scotia Capital.

« Après un été difficile, le secteur des titres technologiques, mesuré surtout par l'indice de marché Nasdaq, devrait faire un peu mieux que la moyenne du marché au cours des prochains mois. Néanmoins, je m'attends à un avantage de quelques points de pourcentage seulement. Rien à voir avec l'euphorie d'il y a cinq ans », indique M. Delisle.

À la Bourse américaine, par exemple, l'indice NASDAQ, qui est considéré le plus représentatif du secteur technologique, s'est apprécié de 2,5 % seulement depuis un an, comparativement à 6,3 % pour l'indice de marché S&P 500.

Toutefois, le portrait depuis trois mois est favorable au NASDAQ. Il a gagné 9 % depuis le creux boursier atteint par les principaux indices à la mi-août, alors que le S&P 500 est remonté de seulement 3 %.

Et lors de la récente glissade boursière d'octobre, le NASDAQ a cédé environ 2,5 % de sa valeur comparative à 4 % pour l'indice S&P 500.

De prime abord, le secteur des titres technologiques apparaît donc

sur un élan avantageux par rapport à l'ensemble du marché.

Mais les analystes et stratèges financiers avertissent que ce secteur ne sera pas protégé pour autant des nuages qui s'accumulent sur le front boursier : impact grandissant de la flambée du prix du pétrole sur l'économie, ainsi qu'un ralentissement plus marqué de la hausse de profits des entreprises.

« Si ces menaces économiques s'accroissent, le secteur des titres technologiques risque même d'être plus affecté que l'ensemble du marché, suggère Art Hogan, stratège boursier principal chez la firme Jefferies & Co, de Boston.

« Des compagnies de l'Internet comme Yahoo ! et Google, qui ont très bien fait ces derniers temps, risquent de subir un ressac important si leurs revenus publicitaires s'avéraient inférieurs aux attentes.

« Quant aux fabricants de matériel technologique, poursuit M. Hogan, leurs ventes et leurs profits dépendent des achats des consommateurs et des investissements des entreprises. Or, ces deux secteurs seraient aux premières loges d'un éventuel ralentissement économique. »

LES PLUS IMPORTANTES TECHNOS

AU CANADA (membres de l'indice S&P/TSX)					
Entreprises	Valeur Activités	Cours (millions \$)	Rendement récent	Multiple cours/12 mois	bénéfice prévu
Research in Motion	Communicateurs portables	19 612	106\$	+271%	43x
Nortel Networks	Équipements de télécommunications	17 713	4,15\$	-31%	124x
ATI Technologies	Microcircuits audio-visuels	5 220	21\$	+8%	18x
Cognos	Informatique	4 349	46\$	+4,6%	28x
Celestica	Électronique	3 691	16,50\$	-23%	39x
CGI	Informatique	3 40	4 7,65\$	+1%	14x
CAE	Simulation	1 300	5,30\$	-3,5%	16x
Open Text	Informatique	995	19,50\$	-28%	20x
Indice S&P/TSX	—	—	8725	+14%	18x

AUX ÉTATS-UNIS (membres de l'indice S&P 500)					
Microsoft	Logiciels	301,8	28\$	-3,7%	22x
IBM	Informatique	146,4	87\$	-0,5%	17x
Intel	Microprocesseurs	136,6	21,50\$	-32%	19x
Cisco Systems	Équipements de télécommunications	121,4	18,50\$	-11%	20x
Dell	Ordinateurs	87,4	35\$	-3,8%	27x
Hewlett-Packard	Informatique/électronique	54,1	18\$	-14%	14x
Yahoo !	Internet	47,5	35\$	+67%	101x
Indice NASDAQ	—	—	1915	+2,5%	45x
Indice S & P500	—	—	1095	+6%	19x

Note : cours boursiers à la fin octobre

Source : Bloomberg et La Presse Affaires



PHOTO : PHOTODISC

L'herbe sera plus verte... outre-mer



RICHARD DUPAUL

Le double choc causé par la poussée record des prix du pétrole et l'essoufflement de l'économie américaine a fait dérailler les Bourses ces derniers mois, nous laissant dans l'attente d'un redressement soutenu des marchés.

D'ailleurs, l'indice repère S&P 500 de la Bourse de New York accusait au 15 octobre dernier un repli de 5,1 % depuis son sommet de février (1163 points), ce qui est fort décevant.

Aussi, beaucoup d'investisseurs en mal de dénicher des placements intéressants en cette ère de faibles taux d'intérêt, ont presque succombé à un certain découragement.

Or, un remède à cette morosité se trouve probablement... outre-mer. En fait, le moment est bien choisi pour les investisseurs de regarder au-delà des marchés familiers du Canada et des États-Unis, et de se doter d'un solide portefeuille comprenant des titres (ou fonds communs) internationaux.

Notamment parce qu'on en retirera une meilleure répartition de ses risques, une tactique essentielle en cette période de vives tensions mondiales. En plus, dans la conjoncture actuelle, on court de bonnes chances d'améliorer son rendement par rapport à un portefeuille strictement constitué de titres de sociétés nord-américaines, prévoient

des experts consultés par *La Presse Affaires*.

D'ailleurs, certains placements en valeurs étrangères ont procuré des rendements prometteurs cette année : les fonds communs composés d'actions internationales, à titre d'exemple, affichaient en moyenne un rendement de 10,5 % sur un an, en date du 30 septembre, comparativement à un maigre 3,6 % pour les fonds d'actions américaines.

Asie: le Dragon chinois rugit toujours

Puisqu'on cherche à se remonter le moral, on débutera par les auspices favorables. Pour la prochaine année, ceux-ci nous viennent surtout d'Asie.

Vital Proulx, président de la firme Hexavest, et Luc de la Durantaye, premier vice-président répartition globale chez TAL Gestion globale d'actifs, affichent un net penchant pour les marchés asiatiques, par rapport à toutes les autres régions du globe, en raison surtout de la formidable croissance économique en Chine et en Inde.

« Le développement de l'économie chinoise a un effet d'entraînement sur toute l'Asie, incluant le Japon », explique M. de la Durantaye.

Phénomène à souligner : on assiste en Chine à l'émergence d'une classe moyenne qui rend l'économie de toute la région de moins en moins dépendante de l'économie américaine.

« On voit naître une véritable dynamique asiatique », dit ce spécialiste.

M. Proulx abonde, faisant d'ailleurs savoir que ses portefeuilles-types sont « sur-pondérés » en titres

japonais et asiatiques par rapport aux indices de référence, comme le MSCI-Monde.

(Soulignons que l'indice MSCI-Monde de Morgan Stanley retrace les rendements des Bourses internationales en se basant sur la valeur marchande d'un éventail de titres de grandes sociétés. À la mi-octobre, l'indice suggérait la pondération géographique suivante pour les portefeuilles : environ 56 % en titres américains, 30,5 % de valeurs européennes et 13,5 % en actions asiatiques.)

M. Proulx ne ménage pas son enthousiasme pour la Bourse nipponne et ce, pour différentes raisons. Entre autres, les multinationales japonaises mettent de plus en plus l'accent sur la profitabilité, délaissant leur vieille obsession de la croissance à tout prix. On ferme des filiales non rentables. On fabrique de plus en plus en Chine ou on fait appel à des sous-traitants plus productifs.

Du coup, la faible rentabilité des géants nippons — avec une marge bénéficiaire de 5 à 6 % en moyenne contre 11 à 12 % pour les entreprises américaines — devrait s'améliorer avec le temps. Autre élément à retenir : les titres japonais sont moins chers que les valeurs américaines, selon divers étalons. Par exemple, le récent ratio cours/flux monétaire (12 derniers mois) des actions japonaises est en moyenne de 8/1 contre un ratio de 12/1 pour les titres américains.

M. Proulx y va de cette prédiction : les Bourses asiatiques devraient rapporter un rendement de 10 % environ au cours de la prochaine année, contre un repli de 5 à 7 % de

LES GRANDES BOURSES EN 2004	
Rendement (1 ^{er} janvier au 30 octobre)	
Bourse de New York (Indice S&P 500)	+ 1,6%
Bourse de Londres (Indice FTSE 100)	+ 3,3%
Bourse de Tokyo (Indice Nikkei)	+ 0,9%
Bourse de Toronto (Indice S&P/TSX)	+7,9%
Ensemble des Bourses (Indice MSCI Monde, excluant les États-Unis)	+ 6,3%

Source : Bloomberg

la Bourse américaine, selon lui.

Europe: des valeurs encore bon marché

La Bourse européenne, quant à elle, nous réserve une prochaine année moins glorieuse, mais tout de même digne d'intérêt.

Pascal Duquette, chef de placement et vice-président des actions mondiales chez Natcan, souligne que « l'économie européenne ne va pas très bien », comme en font foi les derniers rapports sur la conjoncture en Allemagne, en Italie ou en France, entre autres.

Une restructuration des sociétés et institutions est en cours afin d'améliorer la productivité européenne, mais les progrès sont plutôt timides. Si bien que les entreprises risquent d'avoir du mal à atteindre leurs objectifs de profits, affirme M. Duquette. Cela explique d'ailleurs pourquoi

les actions européennes étaient encore « si peu chères » récemment, de souligner le responsable.

Denis Rivest, vice-président marché européen chez Hexavest, craint en outre les conséquences d'un dégonflement éventuel du marché immobilier si les taux d'intérêt grimpent encore.

Comme aux États-Unis, la forte hausse des prix des maisons en Angleterre et ailleurs en Europe ont provoqué un certain enrichissement des consommateurs... sauf que la croissance des revenus des particuliers n'a pas suivi. Sur une note positive, les entreprises européennes profitent aussi de la croissance économique en Chine, y allant même d'un déménagement d'une partie de leur production en Orient, affirme M. Rivest. Chez TAL, on ne croit pas que la BCE (Banque centrale européenne) va hausser à court terme les taux d'intérêt avec les récents prix records du pétrole et les signes de défaillance de l'économie américaine. TAL s'attend en fait à une reprise dans la zone euro, promise à une croissance respectable de 3,2 % d'ici un an.

Il reste que les prévisions de rendement pour les Bourses européennes en 2005 varient considérablement d'une boule de cristal à l'autre : 0 % chez Hexavest... à une fourchette de 8 à 12 % chez TAL.

Les experts s'entendent au moins sur une chose : les marchés boursiers, que ce soit en Europe ou en Asie, connaîtront des moments difficiles si le prix du brut continue de monter. « Une autre hausse de 10 ou 12 \$US le baril viendrait changer la donne sérieusement », prévient M. de la Durantaye.

LA PRESSE AFFAIRES

Six précieux conseils



RÉJEAN BOURDEAU

FIN DE SÉANCE

Jean Turmel, un financier chevronné dont la renommée s'étend dans tout le Canada, quitte ses fonctions le 1^{er} janvier prochain, comme le veut la tradition de la Banque Nationale quand un dirigeant atteint l'âge de 60 ans.

Celui qui est actuellement président de la Banque des marchés financiers, placements et trésorerie continuera toutefois à gérer un important fonds (actions, obligations, devises, produits de base) de l'institution l'an prochain.

Pour profiter de son expertise et aider les petits investisseurs à établir leurs stratégies de placement nous avons demandé quelques conseils à M. Turmel.

> Règle numéro un : éviter la fougue et les décisions précipitées

« On ne fait pas des investissements en se basant sur ses sentiments, dit-il. L'impulsion, ça tue. »

Le financier rappelle que « c'est avec ta tête que tu fais tes placements, pas avec tes tripes ».

Selon lui, un investisseur *cold blood* obtient de meilleurs rendements parce qu'il prend le temps de faire ses devoirs, de connaître les chiffres et d'étudier les solutions de rechange.

« Ça peut prendre une semaine, 10 jours ou un mois avant d'acheter un titre, dit-il. Pas une journée... »

> Règle numéro deux : ne pas avoir peur d'être à contre-courant

« La pire chose à faire, c'est d'acheter des actions à la mode et d'en parler à son beau-frère pour qu'il en achète aussi », dit M. Turmel.

Il souligne que de 2000 à 2003, la valeur boursière au pays a fondu de 400 milliards. De cette somme, l'ancienne préférée des boursicoteurs, Nortel, a perdu à elle seule 350 milliards.

Par contre, précise-t-il, ceux qui utilisent l'approche *contrarian* (à contre-courant) ont souvent de meilleurs résultats.

« Quand tout le monde pense qu'il faut aller d'un bord il y a des occasions si on fait l'inverse », explique-t-il.

> Règle numéro trois : se baser sur des critères précis

« Il faut choisir ses titres avec soin en se basant sur des critères bien définis et en utilisant une approche systématique », dit-il.

Pour cela, il faut miser sur : 1- une équipe de direction disciplinée qui se concentre dans son domaine d'activité et qui est impliquée monétairement (fortune personnelle) dans l'entreprise. Idéalement des chefs de file.

2- une société qui crée de la croissance rentable, plutôt que des fortes hausses de ventes sans bénéfice.

3- une société ayant un retour sur capital de 12 % à 14 % et un retour sur l'avoir des actionnaires de 15 % à 20 %.

> Règle numéro quatre : un titre (ou deux) par secteur

« Il faut diversifier ses actions dans plusieurs secteurs d'activité de façon à répartir les risques », dit-il.

Les petits portefeuilles devraient avoir un titre par secteur alors que les plus grands peuvent avoir deux titres dans le même domaine.

Sur une longue période, il recommande de conserver des titres dans les secteurs financiers, les télécoms, les distributeurs, l'alimentation et les services publics.

Dans le cas des secteurs liés à la conjoncture, comme l'or, le pétrole, les métaux et les forêts, il suggère une rotation du portefeuille selon les cycles.

Pour les 12 prochains mois, il mise sur les secteurs qui profitent de l'inflation : or, pétrole, métaux et forêts. Il favorise également les distributeurs d'aliments et breuvages.

> Règle numéro cinq : investir pour cinq ans

« On n'achète pas une action pour la revendre le lendemain », soutient M. Turmel.

Selon lui, il faut acheter une action pour un « minimum » de un an. Idéalement, l'horizon de placement est de cinq ans. Lui-même détient certaines actions, comme Alimenta-

RÉPARTITION D'ACTIFS SELON L'ÂGE

STRATÉGIE DE PLACEMENT PROPOSÉE

INVESTISSEURS 20 À 30 ANS

- 100 % actions
- Investir quand on a de l'argent. Le moment des achats n'est pas important puisque l'horizon s'étale sur les prochains 40 ans.
- Privilégier les fonds indiciels, comme le XIU de la Bourse de Toronto, plutôt que de choisir des actions individuelles.
- Choisir dès maintenant un conseiller en placement.

INVESTISSEURS 30 À 40 ANS

- 30 % obligations (titre de qualité de 10 ans : gouvernements, municipalités, entreprises). Pour renouveler, faire une roue avec des échéances tous les deux ans.
- 70 % dans des fonds indiciels d'actions et dans des fonds communs de placements diversifiés par secteurs et régions.

INVESTISSEURS 40 À 50 ANS

- 40 % obligations et fonds de couverture (hedge funds). Les risques liés aux fonds de couverture sont équivalents à celui des obligations puisqu'il s'agit d'un service de multi-stratégies avec plusieurs gestionnaires différents.
- 60 % divisé entre les fonds indiciels, les fonds communs et les revenus de fiduciaire. Il faut traiter les risques des fonds de fiduciaires comme ceux des actions car ils ont une sensibilité comparable aux taux d'intérêt.

INVESTISSEURS 50 ANS ET PLUS

- De moins en moins de place aux actions. Par contre, comme à cet âge on a plus de temps, on peut s'occuper davantage de ses placements. Il ne faut pas oublier que le rendement du portefeuille est directement proportionnel au temps qu'on y met.

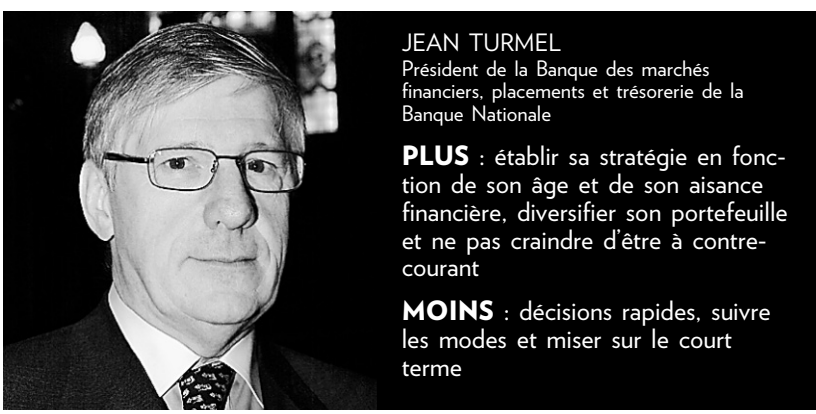


PHOTO PIERRE CÔTÉ, LA PRESSE ©

JEAN TURMEL
Président de la Banque des marchés financiers, placements et trésorerie de la Banque Nationale

PLUS : établir sa stratégie en fonction de son âge et de son aisance financière, diversifier son portefeuille et ne pas craindre d'être à contre-courant

MOINS : décisions rapides, suivre les modes et miser sur le court terme

tion Couche-Tard, depuis les années 80.

Ceux qui investissent à court terme tirent difficilement leurs épingles du jeu. « Seulement 5 % des spéculateurs spécialisés dans les *penny stocks* (titre à moins de 1 \$) font de l'argent », remarque-t-il.

> Règle numéro six : diversifier selon l'âge et l'aisance financière

Il y a deux facteurs qui permettent d'établir sa stratégie de placement : l'âge et l'aisance financière », explique-t-il.

Plus on est jeune, plus le portefeuille doit contenir des actions. La proportion va selon l'âge. À 30 ans, c'est 30 % obligations et 70 % ac-

tions, alors qu'à 60 ans, c'est 60 % obligations et 40 % actions.

Pour les gens à l'aise financièrement, le ratio s'adapte en fonction des héritiers. « Puisqu'une partie va aller aux enfants, il faut adopter une répartition d'actifs semblables aux leurs », dit M. Turmel.

Bref, plus on est jeune ou riche, plus la stratégie de portefeuille doit être « agressive ».

////////////////////

Hier, dans le tableau, le courtier Valeurs mobilières Dundee calculait les liquidités de Theratechnologies à 15,8 millions. Ce montant est plutôt de 44,3 millions.

RÉSULTATS FINANCIERS												
		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION				
		Cour.	An	derm.	Var. %	Cour.	An	derm.	Var. %	Cour.	An	derm.
Accclaim Ener. Tr. (AE.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	134 548	62 194	116		862	5 178	-83		0.00	0.06	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	283 421	171 397	65		11 025	45 835	-76		0.10	0.74	
Can.Hotel Inc.Prop. R. (HOT.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	73 076	71 848	2		11 653	11 460	2		0.26	0.26	
Loisirs/Voyages/Hôtels, C-B.	9 mois	204 187	203 583	0		17 448	15 691	11		0.34	0.29	
Coretec Inc. (CYY / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	21 693	15 523	40	(4 128)	(548)	—	(0.22)	(0.03)			
Ordii/Électron/Logiciels, Ontario	9 mois	61 095	48 308	26	(2 925)	(4 920)	—	(0.16)	(0.26)			
CPL Techno.Inc. (CCY / TSX CROIS.)	30 sept. - 3 ^e trim.	379	343	10		2	1 100	0.00	0.00			
Ordii/Électron/Logiciels, Québec	9 mois	1 415	1 181	20		103	39 164	0.01	0.00			
CryptoLogic Inc. (CRY / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	15 616	10 944	43		2 856	2 157	32		0.22	0.18	
Ordii/Électron/Logiciels, Ontario	9 mois	45 765	30 671	49		9 874	6 409	54		0.77	0.52	
Dominion Citrus (DMN / TSX)	25 sept. - 3 ^e trim.	32 537	29 934	9		676	611	11		0.03	0.03	
Aliment/Boissons, Ontario	9 mois	96 988	90 832	7		2 108	2 028	4		0.10	0.11	
easyhome Ltd. (EH / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	22 036	19 335	14		4 116	1 198	244		0.68	0.25	
Ménages/Consomm./Cosmét., Alberta	9 mois	64 536	57 658	12		7 024	2 426	190		1.16	0.50	
Emera Inc. (EMA / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	276 000	281 000	-2		22 100	11 500	92		0.20	0.11	
Services publics, Nouvelle-Écosse	9 mois	910 600	921 000	-1		98 400	81 700	20		0.91	0.76	
Enerplus Res. F. (ERF.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	184 700	173 027	7		50 604	59 205	-15		0.49	0.67	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	510 871	561 726	-9		143 804	207 464	-31		1.47	2.44	
Extensicare Inc. (EXE / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	445 601	433 054	3		19 612	13 766	42		0.29	0.20	
Soins santé/Hôpitaux, Ontario	9 mois	1 320 812	1 293 071	2		66 293	43 767	51		0.96	0.63	
GrpLaper.& Verr. (GLV.MV.B / TSX)	30 sept. - 2 ^e trim.	135 343	134 271	1		1 344	3 760	-64		0.11	0.32	
Mines/Métaux, Québec	6 mois	259 542	255 149	2		2 616	6 478	-60		0.22	0.54	
Look Comm.Inc. (LOK / TSX CROIS.)	31 août - 8 mois	28 556	48 772	-41	(7 334)	(6 374)	—	(0.12)	(0.22)			
Télécomm., Québec												
McCoy Bros. Inc. (MCB / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	11 118	8 425	32		621	269	131		0.04	0.02	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	28 792	22 546	28		1 212	385	215		0.07	0.02	
Mindready Sol.Inc. (MNY / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	5 756	5 014	15	(10)	32	—	0.00	0.00			
Ordii/Électron/Logiciels, Québec	9 mois	15 574	15 765	-1	(3 748)	(1 069)	—	(0.31)	(0.09)			
Morguard Corp. (MRC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	95 951	92 017	4		5 021	9 725	-48		0.36	0.68	
Immobilier, Ontario	9 mois	288 333	274 593	5		13 525	21 643	-38		0.96	1.51	
NAL Oil&Gas Tr. (NAE.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	43 989	33 378	32		13 279	8 701	53		0.25	0.21	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	123 203	94 178	31		33 113	45 991	-28		0.64	1.17	
Novicourt Inc. (NOV / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	15 782	12 013	31		3 998	1 288	210		0.10	0.03	
Médical/Produits pharm., Ontario	9 mois	52 815	40 895	29		13 685	2 897	372		0.34	0.07	
NuVista Energy . (NVA / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	16 630	9 270	79		4 335	2 746	58		0.11	0.08	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	41 353	9 270	346		12 607	2 746	359		0.33	0.08	
Pacific Nort.Gas (PNG.A / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	25 169	24 025	5	(1 512)	(808)	—	(0.42)	(0.22)			
Pétrole/Énergie, C.-B.	9 mois	96 998	94 279	3		2 485	2 750	-10		0.69	0.77	
Peak Ener.Svcs Tr. (PES.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	16 424	14 398	14		2 637	1 869	41		0.13	0.13	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	46 437	39 057	19		3 539	4 514	-22		0.19	0.30	
Shiningbk Ene.Inc.F. (SHN.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	61 392	50 036	23		15 900	15 517	2		0.30	0.35	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	180 290	147 899	22		50 768	58 599	-13		0.99	1.44	
SNC-Lavalin Grp (SNC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	784 712	714 397	10		29 215	25 280	16		0.57	0.49	
Construction/Bâtiment, Québec	9 mois	2 318 966	2 444 262	-5		73 406	66 736	10		1.43	1.30	
Sun-Rype Prod. (SRF / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	28 222	27 686	2		1 166	1 057	10		0.11	0.10	
Aliment/Boissons, C.-B.	9 mois	87 793	82 523	6		4 747	3 296	44		0.44	0.31	
Source: CNW Telbec												

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

LES DEVISES

(PC) Les taux de devises étrangères, fournis vendredi par la Banque de Montréal; ces taux interbancaires, en (dollar) canadien, ne sont pas ceux du commerce de devises au détail.

Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.
Canada	9.00	1 Déc. 04	100.37	2.43	-0.01
Canada	6.00	1 Sept. 05	102.39	2.98	-0.08
Canada	8.75	1 Déc. 05	105.31	3.03	-0.13
Canada	7.00	1 Déc. 06	107.26	3.32	-0.24
Canada	7.25	1 Juin 07	109.21	3.45	-0.29
Canada	6.00	1 Juin 08	107.52	3.72	-0.35
Canada	5.50	1 Juin 09	106.43	3.94	-0.42
Canada	9.50	1 Juin 10	126.61	4.09	-0.52
Canada	9.00	1 Mars 11	126.33	4.20	-0.52
Canada	6.00	1 Juin 11	109.79	4.27	-0.49
Canada	10.25	15 Mars 14	143.67	4.45	-0.70
Canada	8.75	1 Juin 14	156.35	4.78	-0.89
Canada	8.00	1 Juin 23	137.13	4.92	-0.79
Canada	8.00	1 Juin 27	140.16	5.00	-0.82
Canada	5.75	1 Juin 29	110.35	5.01	-0.72
Real Ret.	4.25	1 Déc. 21	129.18	2.19	-0.44
Real Ret.	4.25	1 Déc. 26	134.79	2.24	-0.55
PROVINCIAL					
B C M Fin	5.50	24 Mars 08	105.27	3.61	-0.33
Hydro Qué.	8.50	15 Août 05	104.12	2.98	-0.08
Hydro Qué.	11.00	15 Août 20	160.21	5.31	-0.78
Manitoba	7.75	22 Déc. 25	130.41	5.33	-0.72
N Brunswick	5.70	2 Juin 08	106.14	3.83	-0.34
N Brunswick	6.00	27 Déc. 17	109.04	5.04	-0.65
Nwrdind	6.15	17 Avril 28	107.19	5.55	-0.65
Nva Scotia	6.80	1 Juin 27	114.77	5.45	-0.68
Ontario	6.13	12 Sept. 07	106.58	3.65	-0.30
Ontario	6.25	25 Août 28	110.91	5.42	-0.68
Hydro Ont.	7.75	3 Nov. 05	104.48	3.07	-0.12

LES OBLIGATIONS

Kenya	shilling	\$ 0.0154
Koweït	dinar	\$ 4.2955
Liban	livre	\$ 0.000822
Malaisie	ringgit	\$ 0.3364
Maroc	dirham	\$ 0.1444
Mexique	peso	\$ 0.1142
Norvège	couronne	\$ 0.1963
Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0.8677
Pakistan	roupie	\$ 0.0215
Pérou	sol	\$ 0.3758
Philippines	peso	\$ 0.0221
Pologne	zloty	\$ 0.3742
Rép. dominicaine	peso	\$ 0.0429
Rép. tchèque	couronne	\$ 0.0510
Roumanie	leu	\$ 0.0000403
Royaume-Uni	livre	\$ 2.2702
Russie	rouble	\$ 0.0435
Suède	couronne	\$ 0.1767
Singapour	dollar	\$ 0.7489
Slovaquie	couronne	\$ 0.0402
Slovénie	tolar	\$ 0.006687
Sri Lanka	roupie	\$ 0.01190
Suisse	franc	\$ 1.0456
Taiwan	dollar	\$ 0.0376
Tanzanie	shilling	\$ 0.001177
Thaïlande	baht	\$ 0.0304
Trinité-Tobago	dollar	\$ 0.2055
Tunisie	dinar	\$ 1.0111
Turquie	livre	\$ 0.00000085
Ukraine	hryvna	\$ 0.2346
Venezuela	bolivar	\$ 0.00065

Les cotes sont en devises canadiennes

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur [lapresseaffaires.com](#)

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

		FERMETURE	CHANGEMENT		VARIATION	VAL. BOUR.	52 SEMAINES	
	IQ 30	(\$)	NET	%	CETTE ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (<i>A</i>)	✓	7,48	0,13	1,77	-27,87	3 293	10,97	6,25
▲ Aeterna (<i>AEZ</i>)		6,80	0,09	1,34	58,14	310	11,50	3,57
▲ ACE Aviation (<i>ACE/B</i>)		23,85	0,44	1,88	n.d.	2 126	n.d.	n.d.
Alcan (<i>AL</i>)	✓	59,50	0,02	0,03	-1,77	21 940	66,08	49,83
▼ Alimentation Couche-Tard (<i>ATD/SV/B</i>)	✓	29,51	-0,46	-1,54	23,47	2 985	31,00	20,55
Astral Media (<i>ACM/NV/A</i>)		29,98	0,18	0,60	6,88	1 681	30,20	26,50
▲ Axcan Pharma (<i>AXP</i>)	✓	19,50	0,81	4,33	-3,70	888	28,95	17,10
Banque de Montréal (<i>BMO</i>)	✓	56,70	0,19	0,34	5,98	28 382	59,65	49,40
Banque Laurentienne du Canada (<i>LB</i>)	✓	25,42	-0,08	-0,31	-8,73	598	29,47	25,10
Banque Nationale du Canada (<i>NA</i>)	✓	48,31	0,11	0,23	11,98	8 104	48,95	40,03
Banque Royale du Canada (<i>RY</i>)	✓	63,98	-0,26	-0,41	3,53	41 358	65,90	58,04
BCE (<i>BCE</i>)	✓	27,65	-0,14	-0,50	-4,33	25 571	30,28	25,64
▲ BCE Emergis (<i>IFM</i>)		3,78	0,13	3,56	-31,27	391	7,40	2,93
Bombardier (<i>BBD/B</i>)	✓	2,75	0,00	0,00	-49,73	4 876	7,13	2,55
▼ Cambior (<i>CBJ</i>)		3,62	-0,06	-1,63	-9,27	992	4,95	2,80
▲ Cascades (<i>CAS</i>)	✓	13,75	0,15	1,10	11,07	1 120	14,53	11,15
CN (<i>CNR</i>)	✓	66,73	0,10	0,15	22,07	19 113	67,43	49,67
▲ Cogeco (<i>CGO/SV</i>)		19,50	0,25	1,30	22,18	319	20,70	14,75
▼ Conjuchem (<i>CJC</i>)		3,45	-0,04	-1,15	-34,41	148	15,10	2,30
▲ Corporation Financière Power (<i>PWF</i>)	✓	31,27	0,72	2,36	26,27	22 040	31,27	22,56
Domtar (<i>DTC</i>)	✓	14,70	0,10	0,69	-9,54	3 382	17,95	14,25
Exfo (<i>EXF/SV</i>)		6,45	0,04	0,62	34,94	442	9,30	4,26
Groupe CGI (<i>GIB/A</i>)	✓	8,00	0,06	0,76	-1,24	3 556	9,29	7,11
▲ Groupe Les Ailes de la Mode (<i>MOD</i>)		0,67	0,06	9,84	-40,18	14	6,96	0,56
Groupe SNC-Lavalin (<i>SNC</i>)	✓	53,48	0,27	0,51	4,86	2 704	53,90	42,50

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / **Caractère gras** > Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / **IQ 30** > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de *La Presse Affaires*. / **M\$** > Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 889,75	8 891,80	8 851,23	8 868,74	0,02%	12,72%
ACTIONS NÉGOCIÉES 1 530 GAINS 722 PERTES 585 INCHANGÉES 223					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	8 939,77	7 710,70		251	268

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	150,69	-0,82	Prod. consom. discréc.	88,42	1,97
Matériaux de base	162,52	2,49	Services de télécom.	65,92	0,67
Énergie	188,19	-0,01	Prod. consom. de base	179,55	1,49
Produits industriels	70,43	0,16	Service publics	152,63	0,66
Tech. de l'information	30,33	-0,95	Soins de santé	57,01	0,57

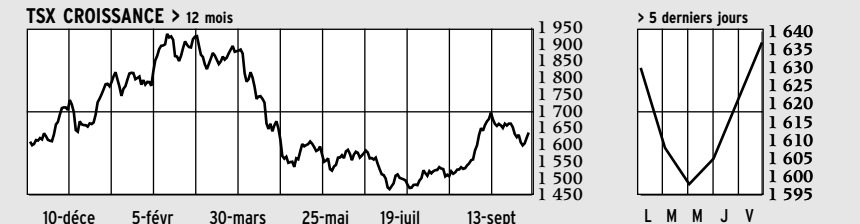
AUTRES INDICES CANADIENS					
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	FERMETURE	VAR.
S&P / TSX 60	493,39	-1,22	-0,25	617,73	5,45
S&P / TSX Petites cap.	589,45	4,80	0,82	DJ Can. Titans (40)	1 296,03
					-3,77

LES 10 PLUS ACTIFS					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	VOLUME	CLÔT. (\$)
NORTEL NETWORKS C	10484236	4,12	-0,01	CANADIAN NAT.RES	3574969
WHEATON RIVER M.	6961710	4,17	0,10	MOLSON INC-A SHS	47,25
MANULIFE FINANCIA	6805081	54,83	-2,61	PLACER DOME INC	33,49
KINROSS GOLD CORP	6026163	9,68	0,45	POTASH CAP/ SA	27,95
BOMBARDIER INC /B	5851957	2,75	0,00	ABITIBI-CONSOLIDA	7,48
				GOLDEN STAR RESOU	5,20
					-0,22

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
GUARDIAN CAP/A	3900	22,00	22,22	MAGNA INTERN/A	924941	93,80	6,69
PAN-OCEAN ENERGY	377850	22,00	10,83	GUARDIAN CAP/A	3900	22,00	4,00
CRYPTOLOGIC INC	192045	22,07	10,68	POTASH CAP/ SA	326828	88,39	3,92
UEX CORP	474740	1,99	8,15	INTIER AUTOMOTIVE	20634	35,25	2,45
KINROSS GOLD CORP	1300	8,03	9,70	ROGERS WIRELESS C	35824	45,60	2,35

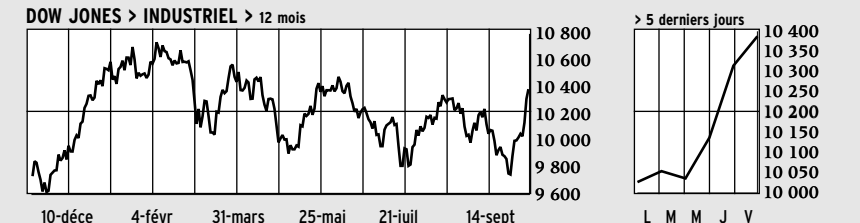
TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
RESEARCH IN MOTIO	1857749	92,54	-12,95	RESEARCH IN MOTIO	1857749	92,54	-13,76
STUART ENERGY SYS	167750	2,77	-9,18	MANULIFE FINANCIA	6805081	54,83	-2,61
ZI CORPORATION	2500	4,10	-8,07	WESTON (GEORGE)	30541	97,25	-1,75
SLEEMAN BREWERIES	78880	14,00	-7,77	CANADIAN NAT.RES	3574969	47,25	-1,45
99 NETWORKS INC	6038	5,40	-7,69	SLEEMAN BREWERIES	78880	14,00	-1,18

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 621,33	1 636,85	1 620,78	1 636,67	0,95%	1,74%
ACTIONS NÉGOCIÉES 1 115 GAINS 469 PERTES 371 INCHANGÉES 275					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 933,49	1 449,54		76	71

NEW YORK



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
10 317,05	10 416,67	10 316,98	10 387,54	0,71%	5,77%
ACTIONS NÉGOCIÉES 3 514 GAINS 1 697 PERTES 1 703 INCHANGÉES 114					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 753,63	9 585,50		1 730	1 790

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
2 035,04	2 046,92	2 025,63	2 038,94	0,76%	4,06%
ACTIONS NÉGOCIÉES 3 318 GAINS 1 871 PERTES 1 209 INCHANGÉES 238					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 153,83	1 750,82		1 911	1 830

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE	CHANGEMENT	%	VOLUME	VAR. CETTE		FERMETURE	CHANGEMENT	%	VOLUME	VAR. CETTE
	(\$)	NET			ANNÉE (%)		(\$)	NET			ANNÉE (%)
Abcourt Mines Inc -CI B (ABI)	0,25	0,02	6,38	18 000	78,57	Kangaroo Capital Inc (KTV)	0,54	-0,02	-3,57	37 000	n.d.
Abitex Resources Inc (ABE)	0,47	0,00	0,00	0	-27,69	Look Communications Inc (LOK)	0,07	0,02	30,00	149 070	-84,88
Afcan Mining Corporation (AFK)	0,27	0,01	3,92	784 429	-55,83	Loubac Top Environmental Inc (LTE)	0,05	0,00	0,00	3 000	-70,00
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,13	0,00	0,00	4 000	-25,71	Loubel Exploration Inc (LBX)	0,04	0,01	14,29	45 107	-42,86
Aldeavision Inc (ALD)	0,07	0,00	0,00	1 000	44,44	Louvem Mines Inc (LOV)	0,70	0,00	0,00	0	-36,36
Andromed Inc (AD)	0,18	0,00	0,00	0	-66,67	Lyrtech Inc C1A (LYT)	0,33	0,01	1,56	145 000	-33,67
Antoro Resources Inc (ORE)	0,09	0,01	12,50	267 000	-71,88	Magistral Biotech Inc (MBS)	0,38	0,03	8,57	64 000	-24,00
Appalaches Resources Inc (APP)	0,15	0,01	3,57	300 112	-29,27	Matamec Explorations Inc (MAT)	0,08	0,00	0,00	0	-60,00
Artquest Internatl Alliances (AQ/B)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	Maude Lake Exploration Ltd (MAU)	0,05	0,00	0,00	0	-66,67
Azimut Exploration Inc (AZM)	0,41	0,00	0,00	200	36,67	Melkior Resources Inc (MKR)	0,07	0,01	8,33	17 500	-61,77
Big Red Diamond Corp (DIA)	0,37	-0,01	-2,63	98 500	n.d.	Metanor Resources Inc (MTO)	0,84	-0,06	-6,67	14 000	-16,00
Biophage Pharma Inc (BUG)	0,15	0,00	0,00	0	-36,96	Metco Resources Inc (MKO)	0,11	0,00	0,00	10 000	-24,14
Biovelop Technologies Corp (BIE)	0,40	0,01	2,56	15 575	73,91	Mirabel Resources Inc (RMB)	0,37	0,01	1,39	25 000	1,39
Bioxel Pharma Inc (BIP)	0,40	0,03	8,11	53 975	-33,33	Mty Food Group Inc (MTY)	1,76	-0,04	-2,22	7 800	232,08
Canadian Royalties Inc (CZZ)	1,50	0,01	0,67	88 450	-23,86	Murgor Resources Inc (MUG)	0,14	-0,01	-6,90	327 000	0,00
Capital Pro-Egax Inc (CPE)	0,22	0,04	22,22	30 000	-12,00	Namex Exploration Inc (NME)	0,52	0,00	0,00	0	8,33
Ced-Or Corp (COQ)	0,17	0,00	0,00	21 500	-23,26	National Construction Inc (NAT)	0,09	0,00	0,00	0	-5,26
Clemex Tech Inc-A Shrs (CXG/A)	0,07	0,00	0,00	0	-48,00	Neptune Tech&Bioressources I (NTB)	0,19	0,00	0,00	1 000	-60,42
Co2 Solution Inc (CST)	0,54	0,00	0,00	5 000	n.d.	Normabec Mining Res Ltd (NMB)	0,14	0,00	0,00	0	27,27
Cpl Technologies Inc (CCY)	0,06	-0,01	-14,29	6 000	-40,00	Novoko Echographs Inc (EKO)	0,99	-0,01	-1,00	8 213	200,00
Dacha Capital Inc (DAC)	2,00	0,00	0,00	0	37,93	Nstein Technologies Inc (EIN)	0,20	0,01	2,63	87 000	14,71
D'Arianne Resources Inc (DAR)	0,09	0,00	0,00	0	-50,00	Nti Newmerical Inc (CFD)	0,11	0,00	0,00	0	-68,57
D-Box Technologies Inc (DBO/A)	0,22	-0,03	-12,00	4 500	-33,33	Orex Exploration Inc (OX/H)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Deq Systems Corp (DEQ)	0,69	0,00	0,00	3 500	-12,66	Orthosoft Holdings Inc (OSH)	1,00	0,00	0,00	0	n.d.
Dia Bras Exploration Inc (DIB)	0,68	-0,01	-1,45	62 500	-63,24	Osisko Exploration Ltd (OSK)	0,23	-0,02	-6,25	18 000	-41,56
Diagnos Inc (ADK)	0,18	0,02	9,38	21 000	45,83	Pacific Tiger Energy Inc (PTE)	0,10	0,00	0,00	0	-76,83
Dianor Resources Inc (DOR)	0,13	0,01	4,17	651 500	4,17	Perlite Canada Inc (PCI)	0,19	0,00	0,00	0	-28,85
Dios Exploration Inc (DOS)	0,44	0,00	0,00	26 110	1,15	Pershimco Resources Inc (PRO)	0,25	0,00	0,00	0	25,00
Ditem Explorations Inc (DIT)	0,11	0,00	0,00	0	-22,29	Plexmar Resources Inc (PLE)	0,12	0,01	4,35	35 000	-47,83
Divcom Lighting Inc (DIVQ)	0,41	-0,03	-6,82	381 500	-25,46	Pro-Or Mining Resources Inc (POI)	1,05	-0,03	-2,78	19 600	-26,57
Dynacor Mines Inc (DYM)	0,26	-0,01	-1,89	3 200	-42,22	Pro-Veinor Resources Inc (PRV)	0,37	0,00	0,00	0	-17,78
Ecu Silver Mining Inc (ECU)	0,34	0,00	0,00	248 590	25,93	Puma Exploration Inc (PUM)	0,29	0,00	0,00	0	45,00
Environ Applied Research Tec (EAR)	0,10	0,01	5,56	181 000	-50,00	Radisson Mining Resources (RDS)	0,31	0,00	0,00	0	-48,33
Events International Holding (EIH)	0,04	0,00	0,00	0	-84,00	Raymor Industries Inc (RAR)	0,07	-0,01	-12,50	52 000	-48,15
Exploration Orbite Vspa Inc (ORT/A)	0,06	-0,01	-8,33	10 000	-47,62	Ressources Majesco Inc (MAJ)	0,20	-0,01	-2,44	49 500	-31,03
Forest Gate Resources Inc (FGT)	0,20	0,01	5,26	10 000	-9,09	Robex Resources Inc (RBX)	0,57	-0,02	-3,39	12 900	26,67
Freewest Resources Canada (FWR)	0,27	0,01	1,92	250 300	-25,35	Roctest Ltd (RTT)	2,50	0,00	0,00	2 200	21,95
Frv Media Inc-C1A (FRV)	0,46	0,01	2,22	13 000	-2,13	Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,47	-0,01	-2,08	9 100	-48,35
Genomics One Corporation (GNX)	0,20	0,00	0,00	6 275	25,00	Searchgold Resources Inc (SRG)	0,16	-0,02	-8,82	35 000	-47,46
Gold Hawk Resources Inc (CGK)	0,16	0,01	6,67	10 000	-46,67	Section Rouge Media Inc (ASO)	0,18	0,00	0,00	0	-70,00
Golden Goose Resources Inc (GGR)	0,24	0,00	0,00	19 000	-60,66	Sirios Resources Inc (SOI)	0,10	-0,01	-9,52	29 000	-24,00
Golden Tag Resources (GOG)	0,20	0,02	11,11	10 000	-23,08	Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,43	0,03	7,50	231 000	-31,75
Golden Valley Mines Ltd (GZZ)	0,20	0,00	0,00	0	-47,37	South-Malartic Exploration (MSU)	0,23	0,00	0,00	0	-54,90
Goldsat Mining Inc (GOM)	0,05	0,00	0,00	0	-52,38	Strateco Resources Inc (RSC)	0,12	0,01	9,52	108 000	-28,13
H2O Innovation (2000) Inc (HOI)	0,09	0,00	0,00	0	-45,46	Syscan International Inc (SYA)	0,56	-0,02	-3,45	66 650	-25,33
Hinterland Metals Inc (HMI)	0,10	0,01	11,11	10 000	-52,38	Tom Exploration Inc (TUM)	0,41	-0,03	-6,82	48 900	24,24
Honeybee Technology Inc (HBT)	1,60	-0,08	-4,76	17 300	-9,09	Typhoon Exploration Inc (TOO)	0,12	0,01	4,35	2 500	-40,00
Iforum Financial Network Inc (IFF)	0,33	0,00	0,00	0	17,86	Upland Global Corporation (UPL)	0,04	0,00	0,00	0	0,00
Imaflex Inc (IFX/A)	0,40	0,00	0,00	0	-24,53	Vantex Resources Ltd (VTX)	0,25	-0,01	-3,92	64 600	-22,22
Isacsoft Inc-A (ISF)	0,25	0,00	0,00	95 515	19,05	Vigil Locating Systems Corp (VIG)	0,30	0,00	0,00	0	-50,83
Junex Inc (JNX)	1,15	0,04	3,60	11 700	-4,17	Vior Exploration Inc (VIO)	0,19	0,00	0,00	38 000	8,57
Kwg Resources Inc (KWG)	0,15	-0,01	-3,23	91 605	-53,85	Wesdome Gold Mines Inc (WDG)	1,40	0,00	0,00	829	12,00

BOURSE TOP 60

	Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem.		Volume	Ch. 52 sem
--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	-------------	--	--------	------------